

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI  
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS  
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE  
FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente  
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU 500, BOUL. RENÉ-  
LÉVESQUE OUEST À MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 18 avril 2013

VOLUME 83

NON-PUBLICATION

**ODETTE GAGNON et ROSA FANIZZI**  
**Sténographes officielles**

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS  
215, rue St-Jacques, Bureau 110  
Montréal (Québec) H2Y 1M6

## COMPARUTIONS

### POUR LA COMMISSION :

Me SIMON TREMBLAY,  
Me SONIA LeBEL,  
Me EMMA RAMOS-PAQUE,

### INTERVENANTS :

Me ÉRIC MEUNIER pour Québecor Média, Groupe TVA,  
Corporation Sun Média  
Me GENEVIÈVE GAGNON pour Société Radio-Canada  
Me NADIA THIBAUT pour Frank Catania  
Me LOUIS DEMERS pour M. Pierre Bibeau  
Me MARK BANTEY pour Globe and Mail, The Gazette, La  
Presse, CTV, Global Television  
Me CLAUDE-ARMAND SHEPPARD pour monsieur Frank  
Zampino  
Me PASCALE GIRARD pour Isabelle Shurman pour Frank  
Zampino  
Me MARIE-CLAUDE MICHON pour le Procureur général du  
Québec  
Me MARTIN ST-JEAN pour la Ville de Montréal  
M. YURI TREMBLAY pour l'Union des municipalités du  
Québec  
Me STÉPHANIE DESROSIERS pour Dessau  
Me STÉPHANIE RICCIO pour l'Association de la  
construction du Québec  
Me MICHEL DORVAL pour Union Montréal  
Me DENIS HOULE pour l'Association des constructeurs  
de routes et grands travaux du Québec  
Me SIMON LAPLANTE pour l'Association des  
constructeurs de routes et grands travaux du Québec  
Me GASTON GAUTHIER pour le Barreau du Québec  
Me FÉLIX RHÉAUME pour le Parti libéral du Québec  
Me FRANÇOIS-XAVIER ROBERT pour l'Ordre des  
ingénieurs du Québec  
Me JULIE-MAUDE GREFFE pour le Directeur des  
poursuites criminelles et pénales

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
PRÉLIMINAIRES	4
REPRÉSENTATIONS PAR Me JULIE-MAUDE GREFFE	5
REPRÉSENTATIONS PAR Me GENEVIÈVE GAGNON	22
REPRÉSENTATIONS PAR Me MARK BANTEY	71
REPRÉSENTATIONS PAR Me ÉRIC MEUNIER	82
REPRÉSENTATIONS PAR Me NADIA THIBAUT	82
REPRÉSENTATIONS Me SIMON TREMBLAY	97
REPRÉSENTATIONS PAR Me LOUIS DEMERS	101
REPRÉSENTATIONS PAR Me MARK BANTEY	121
REPRÉSENTATIONS PAR Me GENEVIÈVE GAGNON	124
REPRÉSENTATIONS PAR Me JULIE-MAUDE GREFFE	133

---

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce dix-huitième (18ième)  
2 jour du mois d'avril,

3  
4 PRÉLIMINAIRES

5  
6 LA PRÉSIDENTE :

7 Oui. Alors, je vous écoute.

8 (14:01:43)

9 Me SIMON TREMBLAY :

10 Alors, bonjour, Madame la Présidente, Monsieur le  
11 Commissaire. Cet après-midi, on a donc deux  
12 requêtes, on a tout d'abord la requête, là, visant  
13 à lever, en totalité ou en partie, l'ordonnance de  
14 non-publication préventive qui a été rendue dans le  
15 cadre du témoignage de monsieur Trépanier. Après  
16 ça, il y aura une pause pour nous permettre  
17 notamment de revenir en format de publication et à  
18 ce moment-là, il y aura la requête présentée par  
19 maître Louis Demers pour son client Pierre Bibeau  
20 visant à obtenir un statut, là, dans le cadre de  
21 nos travaux.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Parfait.

24 Me SIMON TREMBLAY :

25 Donc, je vais laisser la parole à ma collègue,

1 maître Greffe, de la Couronne qui va venir vous  
2 expliquer vraisemblablement pourquoi certaines  
3 informations devraient rester dans le cadre de  
4 l'ordonnance de non-publication.

5  

---

6 REPRÉSENTATIONS PAR Me JULIE-MAUDE GREFFE :

7 Bon après-midi. Alors, nous en sommes à la xième  
8 demande relativement au dossier Faubourg, je n'ai  
9 pas osé les compter, mais ça fait quand même  
10 plusieurs. Je n'ai pas l'intention de reprendre cet  
11 après-midi - vous allez voir, ce sera quand même  
12 assez court mes représentations - je n'ai pas  
13 l'intention de reprendre le droit à l'ensemble des  
14 critères. Je pense que le corridor pour maintenir  
15 une non-publication est assez bien défini par vos  
16 décisions de novembre et de février et la plus  
17 récente, hier.

18 Je veux simplement rappeler, évidemment,  
19 que Faufil, c'est un dossier qui est toujours actif  
20 encore aujourd'hui, encore à ce jour. Il est prévu  
21 devant jury pour une audition au plus tôt en  
22 janvier deux mille quatorze (2014).

23 Nous retenons de vos décisions du mois de  
24 novembre, du mois de février et du mois d'avril -  
25 et je pense que c'est là que se situe le débat -

1 que lorsque des précisions sont amenées par un  
2 témoin ordinaire et qu'elles sont en lien direct  
3 avec les accusations, que ces éléments sont de  
4 nature à entraîner un risque sérieux d'influencer  
5 indûment le jury par leur caractère percutant, il  
6 convient d'en maintenir une non-publication.

7 Alors, mon argument aujourd'hui, c'est : à  
8 fortiori lorsqu'il s'agit d'un accusé dans le  
9 dossier. Et un coaccusé, c'est-à-dire qu'il y a  
10 plusieurs autres coaccusés dont certains pourraient  
11 venir et viennent témoigner à la Commission. Je  
12 pense, entre autres, à monsieur Zampino pour lequel  
13 il y a également une autre requête qui sera... qui  
14 sera entendue. Alors...

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Juste un instant. Je comprends qu'on est en non-  
17 publication, Maître Tremblay? O.K. Merci.

18 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

19 Oui, il y avait le... il y avait le filet là « non-  
20 publication » bien rouge. Oui, vous ne le voyez  
21 pas, mais on le voit bien à l'écran, à l'extérieur.

22 Et non seulement monsieur Trépanier est-il  
23 un accusé dans le dossier du Faubourg Contrecoeur,  
24 mais c'est également - et je vais utiliser le terme  
25 « personnage » - il est devenu un personnage très

1 connu depuis qu'on parle de monsieur Trépanier aux  
2 audiences de la Commission. Il y a plusieurs  
3 témoins qui sont venus parler de monsieur  
4 Trépanier. Il a même un surnom « monsieur trois  
5 pour cent (3 %) ». Alors, bien sûr que lorsqu'on  
6 parle de monsieur Trépanier, lorsque monsieur  
7 Trépanier prend la parole, c'est de nature à  
8 susciter encore plus d'intérêt.

9 On parle de lui dans les téléjournaux à  
10 tous les jours, on analyse ce qu'il est dit sur  
11 lui, ce qu'il dit lui-même. Alors, nécessairement  
12 lorsqu'il vient expliquer son rôle dans le  
13 financement d'Union Montréal, le lien qu'on peut  
14 faire avec l'octroi des contrats, je vous dirais  
15 qu'il faut analyser ce témoignage-là avec beaucoup  
16 de prudence lorsqu'on se pose la question à savoir  
17 s'il devrait ou non être dans le domaine public, en  
18 lien avec les accusations qui sont portées contre  
19 lui.

20 Donc, aujourd'hui, les questions qu'on doit  
21 se poser, c'est : est-ce qu'il y a un risque réel  
22 et sérieux de porter une atteinte irréparable à  
23 l'impartialité des jurés et de nuire à l'équité du  
24 procès Faufil? C'est le rôle du DPCP que de  
25 protéger l'équité du procès dans ce cas-ci. Est-ce

1 qu'il existe un lien entre les sujets abordés à la  
2 Commission et les faits à l'origine des  
3 accusations? Je vous dirai que, oui, le témoignage  
4 de monsieur Trépanier est au coeur des accusations  
5 portées contre lui. C'est parce qu'il avait un rôle  
6 dans Faubourg Contrecoeur qu'on a porté les  
7 accusations. Et lorsqu'il vient discuter de ce  
8 rôle-là devant la Commission, évidemment c'est de  
9 nature à marquer l'imaginaire. Et ensuite,  
10 évidemment, tout ça doit être observé avec le degré  
11 de publicité et d'attention relativement au  
12 témoignage de ce monsieur-là.

13 Écoutez, ça fait cent cinquante (150)  
14 pages, les notes sténos. Je vous ai remis des  
15 projets de caviardage. Je les ai communiqués  
16 également aux procureurs de la Commission et à mes  
17 collègues des médias hier soir, assez tard quand  
18 même, mais hier soir. Je n'ai pas l'intention de  
19 les reprendre tout un chacun, mais je vais vous...  
20 je vais par contre cerner ce sur quoi on s'attarde,  
21 pourquoi lorsqu'on suggère du caviardage... en  
22 fait, je le répartis en six blocs, les raisons pour  
23 lesquelles on pense que ces extraits-là doivent  
24 être... doivent demeurer en non-publication jusqu'à  
25 l'issue du procès.



1                   D'abord - et c'est ce que je viens de le  
2                   dire - plus globalement, monsieur Trépanier,  
3                   lorsqu'il est questionné de son rôle dans Faubourg  
4                   Contrecoeur, c'est au coeur des accusations. Sa  
5                   participation aux réunions, sa participation aux  
6                   soupers, sa présence sur le chantier, les  
7                   explications qu'il donne relativement à sa  
8                   participation, donc aux réunions, aux soupers et  
9                   sur le chantier, sont de nature à marquer. Je veux  
10                  dire marquer l'imaginaire, là, mais de nature à  
11                  influencer un jury potentiel.

12                 Il y a tout un bloc, également, sur est-ce  
13                 qu'il était présent ou non aux discussions  
14                 antérieures, avant l'octroi du contrat, au début du  
15                 processus d'octroi du contrat. Est-ce qu'il était  
16                 au courant que ce contrat-là était destiné à une  
17                 compagnie en particulier?

18                 Même chose lorsqu'on aborde, il y a une  
19                 partie du témoignage où maître Gallant questionnait  
20                 sur sa connaissance ou non. Ses liens d'amitié ou  
21                 non avec les acteurs du dossier. Il ne faut pas  
22                 oublier, je le répète, qu'il y a plusieurs acteurs  
23                 dans ce dossier-là qui sont des coaccusés. Donc  
24                 est-ce que, effectivement, il y avait des liens  
25                 d'amitié ou non? Est-ce qu'il connaissait telle

1           personne et telle personne? Je vous sou mets que  
2           c'est au coeur des accusations.

3                       Également, il y a une rubrique au niveau  
4           des communications téléphoniques avec...  
5           (14:08:50)

6           LA PRÉSIDENTE :

7           Est-ce que, lorsque vous me réferez à ces passages-  
8           là, vous pourriez en profiter pour m'indiquer les  
9           pages?

10          Me JULIE-MAUDE GREFFE :

11          Oui, je pourrai le faire, Madame la Juge. Je n'ai  
12          pas fait cet exercice-là, je pourrai le faire,  
13          et...

14          LA PRÉSIDENTE :

15          Bien, c'est parce que je reçois - je pense bien que  
16          c'est ça, là - un cahier...

17          Me JULIE-MAUDE GREFFE :

18          De cent cinquante (150) pages, oui.

19          LA PRÉSIDENTE :

20          Oui, non non, c'est ça.

21          Me JULIE-MAUDE GREFFE :

22          Oui.

23          LA PRÉSIDENTE :

24          Mais avec des caractères qui sont surlignés?

25          Me JULIE-MAUDE GREFFE :

1           Oui.

2           LA PRÉSIDENTE :

3           O.K. Alors...

4           Me JULIE-MAUDE GREFFE :

5           En fait, ce qui... Le projet de caviardage, c'est  
6           ce qui est...

7           LA PRÉSIDENTE :

8           Oui?

9           Me JULIE-MAUDE GREFFE :

10          ... ce qui est souligné en gris. Est-ce que je  
11          comprends de votre question que vous aimeriez que  
12          je vous situe, sur ces passages-là, dans quel bloc  
13          je me situe? Est-ce qu'ici on parle de son rôle,  
14          est-ce qu'ici... Je pourrai faire cet exercice-là.  
15          Je vous avoue que je ne l'ai pas fait parce que...

16          LA PRÉSIDENTE :

17          O.K.

18          Me JULIE-MAUDE GREFFE :

19          Je le faisais en six points. Mais je n'ai aucune  
20          objection à le faire.

21          LA PRÉSIDENTE :

22          O.K.

23          Me JULIE-MAUDE GREFFE :

24          Ce sera prêt aujourd'hui, là.

25          LA PRÉSIDENTE :

1 Bon. Écoutez.

2 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

3 Mais je...

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Le premier point étant sa participation aux  
6 réunions, aux soupers et aux...

7 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

8 Oui.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 ... et sur le chantier?

11 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

12 Oui. En fait, plus...

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Votre deuxième point, c'est sa connaissance ou non,  
15 et ses liens d'amitié avec les coaccusés, qui  
16 seraient au coeur du stratagème?

17 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

18 Oui. Exact.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Et...

21 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

22 Il y avait également, plus globalement, son rôle  
23 dans le dossier Faubourg.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Le troisième point? Ça c'est son... le troisième

1 point?

2 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

3 C'était le premier.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 O.K.

6 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

7 C'était le premier que...

8 LA PRÉSIDENTE :

9 O.K.

10 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

11 ... dont je vous disais. Le premier, c'est son rôle  
12 dans le dossier Faubourg.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Oui.

15 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

16 Le deuxième, sa participation aux réunions, aux  
17 soupers, et sa présence sur le chantier.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Oui.

20 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

21 Le troisième point, j'avais sa présence ou non aux  
22 discussions relatives au choix de la firme. Donc,  
23 on se place en tout début du processus d'octroi du  
24 contrat, maître Gallant l'a questionné à l'effet de  
25 savoir s'il savait que ce contrat-là, dès le

1           départ, était destiné à une compagnie ou pas.

2           LA PRÉSIDENTE :

3           Donc, sa connaissance ou non...

4           Me JULIE-MAUDE GREFFE :

5           Sa présence ou non, ou sa connaissance ou non aux  
6           discussions... relative aux discussions sur le  
7           choix de la firme. Ou sur la désignation de la  
8           firme qui aurait le contrat, finalement.

9           LA PRÉSIDENTE :

10          Oui. Oui.

11          Me JULIE-MAUDE GREFFE :

12          Ensuite, comme quatrième point, sa connaissance...  
13          et je dis toujours ou non, parce que dépendamment  
14          des réponses que le témoin disait, là...

15          LA PRÉSIDENTE :

16          Oui, je suis d'accord avec vous.

17          Me JULIE-MAUDE GREFFE :

18          Donc, sa connaissance ou non, ses liens d'amitié ou  
19          non avec les acteurs de ce dossier.

20          LA PRÉSIDENTE :

21          En fait, ce que vous voulez dire, c'est son  
22          admission ou non. Mais c'est parce que quand vous  
23          dites sa connaissance ou non...

24          Me JULIE-MAUDE GREFFE :

25          Oui, c'est ça. Est-ce qu'il avait des liens

1 d'amitié avec...

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Est-ce qu'il admet ou il n'admet pas.

4 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

5 C'est ça. Exact.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 C'est ça.

8 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

9 Est-ce qu'il avait des liens d'amitié.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Hum, hum.

12 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

13 Et il y a certaines personnes également, entre

14 autres des gens liés à la SHDM, et il disait,

15 « Non, je ne connais pas cette personne-là », et...

16 Donc, c'est pour ça que je parle de liens d'amitié,

17 mais également de la connaissance de certaines

18 autres personnes...

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Oui.

21 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

22 ... qui gravitaient autour du projet Faubourg

23 Contrecoeur.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Hum, hum. Hum, hum.

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25

Me JULIE-MAUDE GREFFE :

Et avec, toujours avec l'idée que parfois ces personnes-là sont des coaccusés. Et donc, l'impact des réponses de monsieur Trépanier, sur également les droits des coaccusés.

Comme cinquième point, les communications téléphoniques qui ont été abordées, dont notamment celles avec monsieur Marc Deschamps. Dans votre récente décision, celle d'hier, Madame la Juge, relativement au témoin... Madame la Commis... Madame la Présidente. C'est un vieux réflexe. Alors, dans la décision que vous avez rendue hier, il y a certains extraits que vous avez gardés caviardés, notamment les échanges de monsieur Deschamps avec Trépanier. Alors cette fois-ci, évidemment, lorsqu'on aborde les liens entre monsieur Trépanier, pour être cohérent, l'inverse est aussi vrai, donc je vais vous inviter également à garder ces passages-là caviardés.

Finalement, il y a un bloc important de plusieurs pages où il est question du fameux voyage en Floride avec monsieur Zampino, monsieur Catania.  
LA PRÉSIDENTE :  
Attendez. Alors, le voyage.



1 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

2 Hum, hum.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Sur le... (inaudible).

5 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

6 Le voyage en Floride avec monsieur Zampino payé par  
7 monsieur Catania qui font l'objet des derniers  
8 chefs, ce sont les derniers chefs d'accusation qui  
9 sont visés par cette participation de monsieur  
10 Trépanier avec monsieur Catania et monsieur  
11 Zampino.

12 Alors, d'entrée de jeu, je dois vous dire  
13 que ce voyage-là, l'existence de ce voyage-là n'est  
14 pas du tout dans le domaine public actuellement. Ce  
15 voyage-là est fait en cours de contrat. Et c'est le  
16 même mois où on se négocie une subvention de quinze  
17 millions (15 M) pour la Ville de Montréal.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Et votre dernier argument.

20 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

21 C'est en cours d'exécution du contrat...

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Oui.

24 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

25 ... et c'est le même mois où on se négocie une

1 subvention de quinze millions (15 M) avec la Ville  
2 de Montréal. Alors, la position du DPCP  
3 relativement au voyage, évidemment ce n'est pas  
4 dans le domaine public, c'est très percutant parce  
5 qu'on a les trois acteurs ensemble qui... qui bien  
6 qui se rassemblent, on a les explications de  
7 monsieur Trépanier relativement à ce témoignage-là.  
8 Et c'est au coeur de la preuve, ce sont les  
9 derniers chefs d'accusation.

10 En fait, ce qui préoccupe, vous me direz si  
11 je vais trop vite, ce qui préoccupe le DPCP au  
12 niveau de la publication du témoignage de monsieur  
13 Trépanier notamment sur cette dernière question,  
14 mais sur l'ensemble des sujets. C'est qu'on voit  
15 poindre un embryon de défense. On voit poindre les  
16 explications de monsieur Trépanier relativement à  
17 plein de, de reproches et d'infractions, pour  
18 lesquels il fait face à des accusations.

19 Évidemment, la crédibilité de monsieur  
20 Trépanier ça sera à vous de l'évaluer dans le cadre  
21 de vos travaux, mais ça sera également à un jury  
22 potentiel devant qui monsieur Trépanier se  
23 présentera pour venir donner ces explications-là.  
24 Et à partir du moment où monsieur Trépanier vient  
25 donner des explications qui sont libérées et qui

1 font l'objet d'une publication, ce n'est pas  
2 seulement la transcription qui fait l'objet de la  
3 publication, mais l'analyse.

4 Tous les soirs, il y a des analystes,  
5 évidemment les journalistes qui rapportent, mais  
6 également les analystes qui viennent commenter la  
7 crédibilité de monsieur Trépanier. Alors, avant  
8 même que monsieur Trépanier soit entendu devant un  
9 jury, des gens se seront prononcés sur la  
10 crédibilité des explications qu'il avait à fournir  
11 relativement au dossier Faubourg Contrecoeur.

12 Et là, je prends pour acquis qu'il va venir  
13 témoigner, mais c'est son droit le plus fondamental  
14 de ne pas venir témoigner à son procès, de ne pas  
15 répondre aux accusations. Il pourrait également  
16 venir témoigner et donner des versions différentes  
17 qu'il a données à la Commission. Or, les  
18 explications si elles sont rendues publiques et,  
19 là, je parle évidemment bien relativement au  
20 dossier Faubourg Contrecoeur, qu'est-ce qu'un jury  
21 va faire avec ça.

22 Je comprends que des... des directives  
23 peuvent être données par le juge dans un procès aux  
24 assises. Mais quand monsieur Trépanier vient donner  
25 des explications qui sont au coeur des infractions

1       criminelles qu'on lui reproche, je vous suggère que  
2       c'est de nature percutante et que ça pourrait, ça  
3       pourrait être difficile pour un jury de mettre de  
4       côté et qu'il n'y a pas d'autre... qu'il n'y a pas  
5       d'autre remède finalement à ce stade-ci que la non-  
6       publication.

7               J'ai parlé brièvement des droits des  
8       coaccusés également. Je pense que vous devez avoir,  
9       avoir ça en tête, à partir du moment où un coaccusé  
10      vient donner publiquement une version, il pourrait  
11      y avoir un impact également sur la défense des  
12      coaccusés qui eux aussi peuvent garder le silence.  
13      Mais là, ils sont pris, il y a un coaccusé qui est  
14      venu donner certaines explications.

15             L'autre chose et c'est mon dernier  
16      argument. Il y a l'effet cumulatif des témoignages.  
17      Si ce n'était qu'une fois, une journée à travers,  
18      non, c'est monsieur Trépanier avec toute  
19      l'attention médiatique, mais également puisqu'on  
20      parle à de nombreuses reprises du Faubourg  
21      Contrecoeur. Puisque monsieur Zampino viendra  
22      visiblement en parler et que peut-être y aura-t-il  
23      d'autres témoins qui viendront en parler, l'effet  
24      cumulatif de ces témoignages sont de nature à avoir  
25      un impact plus important. Si on mentionne un fait,

1           une fois la Commission, peut-être que ça peut  
2           passer sous le radar et que c'est moins percutant.  
3           Mais à partir du moment où on cumule les  
4           témoignages à cet égard, leur importance est plus  
5           grande. Donc, pour monsieur Trépanier,  
6           l'évaluation, à mon avis, doit être faite avec  
7           beaucoup de prudence. Il est raisonnable de croire  
8           qu'un public se souviendra encore plus de lui à  
9           cause de sa notoriété créée par la Commission. Ses  
10          paroles et ses explications risquent de frapper  
11          l'imaginaire et à ce stade-ci, je pense qu'il y a  
12          un impact potentiel sur un jury.

13       LA PRÉSIDENTE :

14       Merci.

15       Me JULIE-MAUDE GREFFE :

16       Si vous voulez, Madame la Présidente, que je fasse  
17       l'exercice, je pourrais le faire en même temps que  
18       mes collègues font des représentations et je  
19       pourrai peut-être attirer votre attention, mais  
20       comme c'est en six blocs...

21       LA PRÉSIDENTE :

22       Ça va.

23       Me JULIE-MAUDE GREFFE :

24       ... je voulais éviter... c'est par économie de  
25       temps que... je ne voulais pas reprendre l'ensemble

1 des cent cinquante (150)...

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Maître Gagnon, il y a quelque chose qui me dit  
4 qu'elle va le faire.

5

6 REPRÉSENTATIONS PAR Me GENEVIÈVE GAGNON :

7 Bonjour.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Bonjour Maître Gagnon. Juste à regarder  
10 succinctement...

11 Me GENEVIÈVE GAGNON :

12 Oui.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 ... les thèmes que vous avez abordés...

15 Me GENEVIÈVE GAGNON :

16 Oui.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 ... je voudrais simplement savoir si... j'imagine  
19 que vous avez pris, évidemment les thèmes qui sont  
20 caviardés...

21 Me GENEVIÈVE GAGNON :

22 Oui.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 ... que le DPCP demande à caviarder...

25

1 Me GENEVIÈVE GAGNON :

2 Oui.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 ... et c'est à partir de ça que vous avez basé  
5 votre argumentation?

6 Me GENEVIÈVE GAGNON :

7 Certainement.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Évidemment, on ne parle pas des choses qu'elle ne  
10 demande pas à caviarder?

11 Me GENEVIÈVE GAGNON :

12 Exactement.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Parfait. Je vous écoute.

15 Me GENEVIÈVE GAGNON :

16 Tout à fait, en fait, je vous ai... c'est ça, je  
17 vous ai remis donc, d'abord, un document repère,  
18 là, c'était... j'ai fait l'exercice de regrouper  
19 par thèmes. On ne s'était pas parlé sur nos  
20 différents thèmes, mais ça va se ressembler  
21 beaucoup et vous aller retrouver, ça c'est le petit  
22 document, la feuille simple, là, que j'ai mis dans  
23 le cahier, vous allez retrouver les références aux  
24 notes sténographiques...

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Ah, et vous vous servez des notes sténographiques  
3 caviardées pour... aux fins de l'exercice de  
4 votre...

5 Me GENEVIÈVE GAGNON :

6 Exactement.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 ... plaidoirie?

9 Me GENEVIÈVE GAGNON :

10 Je n'y référerai pas nécessairement, mais aux fins  
11 de l'exercice...

12 LA PRÉSIDENTE :

13 O.K.

14 Me GENEVIÈVE GAGNON :

15 ... ce que j'ai fait, c'est que j'ai pris les notes  
16 sténographiques caviardées, je les ai regroupées  
17 par thèmes, j'ai identifié pour chaque thème les  
18 pages...

19 LA PRÉSIDENTE :

20 O.K.

21 Me GENEVIÈVE GAGNON :

22 ... auxquelles on référerait.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Non, c'est juste parce que je veux inscrire dans la  
25 marge vos arguments.



1 Me GENEVIÈVE GAGNON :

2 Ah, je comprends.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Donc, c'est dans ce sens-là.

5 Me GENEVIÈVE GAGNON :

6 O.K., alors, à ce moment-là, je vais juste  
7 m'assurer que je les ai avec moi... me laissez-vous  
8 aller les chercher pour être...

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Oui, certainement.

11 Me GENEVIÈVE GAGNON :

12 Si vous me permettez, par exemple, avant de passer  
13 aux notes sténographiques puis d'entrer dans le  
14 coeur du témoignage de monsieur Trépanier, j'aurais  
15 voulu revenir sur deux points particuliers.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Oui.

18 Me GENEVIÈVE GAGNON :

19 Évidemment, après plusieurs fois qu'on le plaide,  
20 je ne reviendrai pas sur les principes généraux,  
21 mais il y a deux...

22 (14:22:54)

23 Me SIMON TREMBLAY :

24 Juste un instant, s'il vous plaît...

25

1 Me GENEVIÈVE GAGNON :

2 Oui.

3 Me SIMON TREMBLAY :

4 ... je ne veux pas vous interrompre, loin de là,  
5 mais je n'ai pas trop le choix. Est-ce qu'on a une  
6 copie du cahier supplémentaire des autorités?

7 Me GENEVIÈVE GAGNON :

8 Bien, en fait, j'en ai remis à mes collègues, qui  
9 peut-être peuvent...

10 Me SIMON TREMBLAY :

11 O.K., bon, c'est beau, je vais voir avec eux.

12 Me GENEVIÈVE GAGNON :

13 ... partager. J'en avais sept copies, là, je suis  
14 désolée. Je devrais calculer huit la prochaine  
15 fois.

16 Me SIMON TREMBLAY :

17 Pas de problème, désolé.

18 Me GENEVIÈVE GAGNON :

19 Alors...

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Êtes-vous en train de dire que vous n'en aviez pas  
22 pour un procureur de la Commission?

23 Me GENEVIÈVE GAGNON :

24 Manifestement, j'avais oublié. En fait, je ne sais  
25 pas si j'avais oublié le procureur de Catania ou le

1        procureur de la Commission, je suis désolée, mais  
2        j'ai calculé un de moins, alors... je vais compter  
3        huit la prochaine fois. Voilà. Alors, ce sur quoi  
4        je voulais revenir, il y a deux notions sur  
5        lesquelles je voudrais élaborer un petit peu plus.  
6        On les a abordées. Il y en a une, d'ailleurs,  
7        que... et j'en prends note et je partirai de là que  
8        vous avez abordé dans votre dernière décision,  
9        c'est la question du procès juste et équitable et  
10       de Bjelland.

11       LA PRÉSIDENTE :

12       Hum hum.

13       Me GENEVIÈVE GAGNON :

14       Je vous le dis, je pars de ce qui est dans votre  
15       décision, mais je voudrais pousser un petit peu  
16       l'analyse et ensuite je voudrais revenir sur une  
17       question qui a été soulevée, c'est-à-dire sur  
18       l'opportunité de considérer, dans la prise de  
19       décision ou dans l'analyse, de l'opportunité de  
20       maintenir ou non en non-publication, de considérer  
21       le moment où la publication va être faite, c'est-à-  
22       dire maintenant et/ou peut-être avant un éventuel  
23       procès, alors, ça aussi, je voudrais revenir là-  
24       dessus. Je trouvais que j'avais été trop courte,  
25       peut-être, un petit peu là-dessus, alors, ça me...

1 je voulais y revenir.

2 Alors, commençons, mais toujours avec...

3 toujours dans un contexte où on a les prémisses qui  
4 sont devant nous aujourd'hui, c'est-à-dire  
5 l'analyse du témoignage de Bernard Trépanier.

6 Alors, on s'entend que les prémisses sont qu'il  
7 faut... le critère, là, qu'on doit analyser, c'est  
8 il faut protéger la constitution d'un jury  
9 impartial dans le dossier de Faubourg Contrecoeur,  
10 donc, un procès qui est prévu pas avant janvier  
11 deux mille quatorze (2014) où on n'a pas le critère  
12 de la contemporanéité, dans un contexte où  
13 effectivement, il s'agit, ici, d'un accusé, alors,  
14 ça, évidemment, j'en prends note et je...

15 (14:25:03)

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Mais, dans le contexte de la contemporanéité...

18 Me GENEVIÈVE GAGNON :

19 Oui?

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Je veux juste échanger avec vous.

22 Me GENEVIÈVE GAGNON :

23 Certainement.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Comme ce sont des médias, et comme on a déjà fait

1 allusion au fait que ce n'est pas comme une copie  
2 de journal qui jaunit et que l'on jette par la  
3 suite, la perspective de faire revivre le débat  
4 avant le procès est aussi un danger qui guette le  
5 procès juste et équitable.

6 Me GENEVIÈVE GAGNON :

7 Alors, entrons tout de suite dans ce point-là, que  
8 je voulais aborder avec vous.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 O.K.

11 Me GENEVIÈVE GAGNON :

12 Et ça... Je vous amènerais peut-être d'abord à  
13 l'onglet 7 de mon cahier d'autorités parce que je  
14 trouvais que cette décision-là était une bonne  
15 introduction pour mon point. On en a parlé, je  
16 l'avais plaidé un peu la dernière fois, puis je  
17 vous avais invitée, en fait, à prendre en  
18 considération qu'il existait déjà un corpus de  
19 règles qui gouvernent les médias, les journalistes,  
20 par rapport à ce qu'ils vont publier dans les  
21 semaines précédant le procès.

22 Ce corpus de règles-là, bon, oui, se  
23 retrouve dans le Code criminel, se retrouve aussi  
24 dans les règles de Common Law, particulièrement la  
25 règle du sub judice. Et je vous amène à la décision

1 de monsieur le Juge Bellavance, en deux mille trois  
2 (2003), dans Côté c. la Reine. Cette affaire-là, en  
3 fait il s'agissait d'un procès, une affaire assez  
4 sordide d'inceste, dans la région de Sherbrooke,  
5 qui avait été assez médiatisée. Et pendant le  
6 procès, il y avait la mère de la victime, donc la  
7 conjointe de l'accusé qui avait donné une entrevue  
8 à un journaliste de Télévision Quatre-Saisons. Et  
9 donc, on se retrouvait avec une requête pour  
10 avortement de procès en raison de cette interview-  
11 là qui avait été donnée.

12 Et le Juge Bellavance a fait, à la page 6  
13 de la décision, paragraphes 32 et suivants, un  
14 rappel des règles qui gouvernent le comportement  
15 journalistique durant la tenue d'un procès devant  
16 jury particulièrement médiatisé.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Excusez-moi...

19 Me GENEVIÈVE GAGNON :

20 Oui.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Vous dites aux pages 32 et suivantes?

23 Me GENEVIÈVE GAGNON :

24 Aux paragraphes 32 et suivants.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Aux paragraphes. Excusez-moi.

3 Me GENEVIÈVE GAGNON :

4 Je suis désolée.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Ça va.

7 Me GENEVIÈVE GAGNON :

8 Pages 6 et 7.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Oui.

11 Me GENEVIÈVE GAGNON :

12 Et il nous dit, alors :

13 Pour les fins de ce dossier, je dirais  
14 qu'il y a à mon avis trois règles qui  
15 gouvernent le comportement  
16 journalistique durant la tenue d'un  
17 procès devant jury, aussi médiatisé  
18 que celui qui nous concerne.

19 Bon.

20 On a pu noter, à certains moments, la  
21 présence d'au moins 11 journalistes...

22 Et caetera.

23 Ces règles sont :

24 32.1. Le respect intégral de l'art.

25 648 qui interdit la publication d'un

1                   renseignement concernant une phase du  
2                   procès se déroulant en l'absence du  
3                   jury.

4           On s'entend que ça, ça ne nous concerne pas ici, ce  
5           n'est pas ça qui nous intéresse. Ce qui nous  
6           intéresse, c'est les règles 2 et 3 :

7                   32.2. Le respect de la règle connue  
8                   sous l'expression latine sub judice.  
9                   La règle existe pour protéger l'équité  
10                  des procès, tant en matière civile  
11                  qu'en matière criminelle. On entend  
12                  souvent parler des parties impliquées  
13                  dans un litige déclarer à des  
14                  journalistes qu'ils préfèrent ne pas  
15                  faire de commentaires [...] La règle  
16                  sera d'autant plus suivie quand on  
17                  s'approche de la date d'un procès ou  
18                  qu'on est en plein procès. Elle semble  
19                  se relâcher dès qu'un jugement est  
20                  rendu...

21           Bon. Et là, il parle du ton juste.

22                   La sanction pour une infraction à la  
23                   règle du sub judice est la procédure  
24                   formelle d'outrage au Tribunal quant à  
25                   l'auteur et à l'avortement de procès



1                   si le geste fautif a provoqué  
2                   l'iniquité du procès, un procès où  
3                   autant la poursuite que la défense ont  
4                   pu faire valoir leur point de vue, et  
5                   présenter leur preuve, sans entrave  
6                   extérieure.

7           Alors cette règle-là, du sub judice, on va la  
8           revoir un petit peu plus en détail, mais c'est  
9           celle qui gouverne, de manière générale, les  
10          journalistes et les médias quand on est à  
11          l'approche d'un procès.

12                Et la troisième règle, bien sûr, c'est le  
13          comportement journalistique basé sur les règles  
14          usuelles de la responsabilité civile, tant sur la  
15          diffamation que, dans le fond, les règles de l'art  
16          en matière journalistique.

17                Et au paragraphe 33, le juge mentionne :

18                   33. Une des facettes de la règle du  
19                   sub judice vise à s'assurer, dans les  
20                   poursuites criminelles, qu'il n'y aura  
21                   pas, parallèlement à l'audition des  
22                   témoins durant la cause, un autre  
23                   procès qui se fera à la télévision,  
24                   radio ou dans les journaux, où des  
25                   témoins non assermentés et non contre-

1 interrogés affirmeront des choses  
2 vraies ou fausses, mais des choses  
3 qui, la plupart du temps, ne seront  
4 pas rapportées au procès. Il peut  
5 s'agir d'une pure initiative  
6 journalistique ou d'une approche  
7 auprès d'un journaliste par quelqu'un  
8 qui a intérêt à faire passer un  
9 message.

10 Alors la règle du sub judice, elle est très large.  
11 Elle concerne ce qui se passe pendant le procès,  
12 mais elle concerne aussi ce qui se passe avant le  
13 procès. Et c'est celle qui gouverne principalement  
14 les journalistes, en plus des règles du Code  
15 criminel.

16 Récemment, monsieur le Juge Vauclair - en  
17 fait l'an dernier, en mai deux mille douze (2012) -  
18 a rendu une décision, et il rappelle aussi les  
19 règles et les principes du sub judice. Je  
20 n'insisterai pas inutilement sur les faits, c'est  
21 la décision qui est à l'onglet 9 du cahier  
22 d'autorités, mais je vous réfère particulièrement  
23 aux pages 8 à 11 de cette décision-là.

24 Alors, monsieur le Juge Vauclair rappelle  
25 la règle du sub judice et l'outrage au Tribunal.

1       Alors il mentionne :

2                       Cette règle du sub judice, que doit  
3                       respecter toute personne, et a  
4                       fortiori tout avocat, repose sur trois  
5                       fondements :

- 6                       1) la nécessité de conserver  
7                       l'impartialité du Tribunal;  
8                       2) le maintien de la confiance du  
9                       public en ne préjugéant pas d'une  
10                      cause; et  
11                      3) la sauvegarde des règles de preuve  
12                      en préservant le public d'être informé  
13                      de faits pertinents dont  
14                      l'admissibilité est toutefois  
15                      interdite.

16                      La règle s'applique tant aux procès en  
17                      cours qu'aux procès imminents, et la  
18                      sanction est l'outrage au Tribunal.

19       Un petit peu plus loin, à la page 10, monsieur le  
20       Juge Vauclair, en fait, cite un rapport de la  
21       Commission canadienne de la réforme du droit sur le  
22       principe du sub judice, et notamment une citation  
23       de celui qui est devenu monsieur le juge Marc-André  
24       Blanchard qui dit :

25                      Bon, cette règle commande de

1 s'abstenir de commenter publiquement  
2 les causes pendantes devant les  
3 tribunaux. L'auteur Marc-André  
4 Blanchard décrit les valeurs sous-  
5 tendant cette règle. La règle du sub  
6 judice est en principe un obstacle  
7 dirimant à une discussion libre des  
8 cas soumis aux tribunaux tant en  
9 matière civile que criminelle. Le  
10 fondement de celle-ci trouve sa source  
11 dans plusieurs valeurs propres au  
12 système judiciaire. Premièrement, il  
13 faut éviter d'influencer les  
14 tribunaux, c'est-à-dire les juges ou  
15 éviter de contaminer les jurés  
16 potentiels avec de l'information qui  
17 serait dommageable pour un éventuel  
18 accusé. Deuxièmement, il faut éviter  
19 les procès dans les journaux puisque  
20 ceux-ci ne présentent aucune garantie  
21 quant à leur équité. De plus, nos  
22 cours de justice ont été créés pour  
23 être un arbitre social. Et  
24 troisièmement...

25 Bon on parle de respecter et de ne pas discuter des

1 affaires pendantes pendant les tribunaux.

2 Alors, on voit ici que ça concerne  
3 directement ce qui nous préoccupe, la question qui  
4 nous préoccupe et un petit peu plus loin, il cite  
5 justement monsieur le juge Bellavance dans  
6 l'affaire Côté, à laquelle je réfèrais tout à  
7 l'heure.

8 Et je suis remontée un petit peu dans le  
9 temps, parce que je trouvais qu'encore là, je  
10 voulais me chercher un exemple précis de ce que  
11 j'avais en tête. Qu'est-ce qui gouvernait les  
12 journalistes et comment dans les faits là, les  
13 journalistes se gouvernent à l'arrivée d'un procès?

14 Et je vous réfère à la décision de la cour  
15 suprême dans La Reine c. Vermette qui est à  
16 l'onglet 8 de mon cahier d'autorités. Cette  
17 affaire-là vous vous en souviendrez probablement  
18 c'était un inspecteur de la GRC qui avait été  
19 accusé de vol par infraction et d'avoir volé des  
20 bobines d'un ordinateur qui contenaient la liste  
21 des membres du Parti québécois. Ça avait fait toute  
22 une affaire, à ce moment-là, parce que le premier  
23 ministre avait commenté certains témoignages à  
24 l'Assemblée nationale, malgré les directives du  
25 président de l'Assemblée nationale. Et donc, il y

1           avait eu avortement du premier procès.

2                       Et on avait un deuxième procès qui avait  
3           été, qui avait été commencé et on se retrouvait  
4           avec une demande avant même le stade du choix du  
5           jury pour, dans le fond, rejet des procédures en  
6           disant il ne pourra pas de toute manière y avoir un  
7           procès juste et équitable dans cette affaire-là.

8                       Je vous amène aux pages 992, 993 de la  
9           décision. D'abord, même si ça, ça déborde un petit  
10          peu de mon sujet, je n'ai pas pu m'empêcher de  
11          souligner le premier paragraphe qui nous dit que :

12                       C'est seulement au stade du choix des  
13                       jurés que l'on peut déterminer s'il  
14                       est impossible que l'intimé puisse  
15                       être jugé par un jury impartial. Il  
16                       n'est donc pas question de substituer  
17                       notre opinion à celle du juge.

18          Mais là, on rentre après ça vraiment dans la  
19          question qui nous intéresse :

20                       Pour trancher la question on ne doit  
21                       pas, à mon avis, s'appuyer sur des  
22                       spéculations. Comme la Cour d'appel de  
23                       l'Ontario l'a fait remarquer dans  
24                       l'arrêt La Reine c. Hubbert,  
25          qui a été confirmé par la suite par la cour

1       suprême :

2                   « Il existe une présomption de base  
3                   qu'un juré [...] se déchargera de ses  
4                   fonctions conformément à son  
5                   serment », et le fait qu'il ait pu  
6                   entendre parler de l'affaire dans les  
7                   médias est somme tout sans importance.

8       Si on passe les citations :

9                   Dans un cas extrême (et la présente  
10                  affaire entre certainement dans cette  
11                  catégorie), une telle publicité  
12                  entraînera des récusations motivées au  
13                  procès, mais je suis loin de penser  
14                  qu'on doit nécessairement présumer  
15                  qu'une personne soumise à cette  
16                  publicité sera nécessairement  
17                  partiale. Voici comment le droit sur  
18                  la question est énoncé dans le passage  
19                  de l'arrêt Hubbert :

20       Et là, je ne l'ai pas souligné, mais je commence au  
21       tout début de la traduction :

22                  Dans un cas extrême, la publication  
23                  des faits peut entraîner un certain  
24                  degré de partialité qui devrait donner  
25                  ouverture [...] à la récusation

1                                    motivée.

2                    Si on descend un petit peu plus loin, on saute  
3                    l'exemple, juste la phrase avant l'ombragé :

4                                    Après vous avoir souligné que la  
5                                    simple publication exacte des faits  
6                                    survenus à un procès antérieur ne  
7                                    démontrait pas la partialité probable  
8                                    des jurés formant le jury au procès  
9                                    subséquent, le juge Lawton a déclaré :  
10                                  La situation est cependant, à mon  
11                                  sens, bien différente lorsque les  
12                                  journaux, tout en sachant qu'il va y  
13                                  avoir un procès, déterrent du passé  
14                                  des condamnés, qui font face à de  
15                                  nouvelles accusations, des allégations  
16                                  déshonorantes qui peuvent être des  
17                                  faits ou de la fiction, et que ces  
18                                  allégations sont largement diffusées.  
19                                  Ceci, à mon avis, crée à première vue  
20                                  une présomption que tout lecteur de ce  
21                                  genre d'information pourra trouver  
22                                  difficile d'en venir à un verdict avec  
23                                  équité.

24                    Et là, on parle de, bon l'expérience humaine a  
25                    démontré que le juré retient plus ou moins, et



1           caetera.

2                       Cette partie-là, Madame la Juge... Madame  
3           la Présidente, pardon, cet après-midi on est là  
4           manifestement. Cette partie-là c'est un exemple  
5           frappant de comment est-ce que les médias doivent  
6           se comporter et se comportent. Et s'ils ne se  
7           comportent pas comme ça, s'ils ne respectent pas la  
8           règle du sub judice, il y a des sanctions puis des  
9           sanctions importantes qui sont prévues, c'est-à-  
10          dire la règle de l'outrage au tribunal. Et je pense  
11          qu'il n'y a pas un journaliste qui va vouloir faire  
12          avorter un procès ou un journaliste qui veut se  
13          faire condamner pour outrage au tribunal.

14                    Mais le point n'est pas là. Le point est, à  
15          partir du moment où il existe un corpus de règles  
16          qui déjà gère ces situations-là, ce que je vous  
17          soumets c'est qu'à ce moment-là c'est la  
18          responsabilité des médias et la responsabilité des  
19          journalistes de respecter ce corpus de règles, là.  
20          Et les médias n'iront pas faire des hyperliens, par  
21          exemple, ils ont cette responsabilité-là.

22                    Et je vous soumets que ce n'est pas au  
23          décideur qui prend une décision à un moment X dans  
24          le temps d'ajouter cette contrainte-là dans  
25          l'analyse puisque le corpus de règles existe déjà

1 et que les médias doivent prendre, assumer leurs  
2 responsabilités à cet égard-là. C'est ce que je  
3 vous soumets.

4 Et d'autant plus, peut-être juste une  
5 dernière remarque à ce sujet-là, d'autant plus que  
6 pour qu'il y ait publication d'une nouvelle, il  
7 faut que ça soit d'intérêt public au moment où on  
8 publie la nouvelle, alors, c'est sûr que si le seul  
9 intérêt public c'est la venue prochaine du procès,  
10 on est en violation de la règle du sub judice. Si  
11 l'intérêt public est, parce que, par exemple, la  
12 Commission aura à ce moment-là un autre témoin,  
13 bien, pour ce témoin-là, vous aurez toute la  
14 compétence et les pouvoirs nécessaires pour émettre  
15 des ordonnances et rappeler la règle du sub judice.  
16 Il n'y a rien qui nous empêche de la rappeler cette  
17 règle-là également.

18 Alors, c'est pour ça que je pense que, tant  
19 au niveau factuel qu'au niveau du corpus de règles  
20 qui existe, on peut et on doit lui faire confiance  
21 et ne pas ajouter au test qui existe déjà et qui a  
22 été élaboré par la jurisprudence.

23 Ça m'amènerait à la question du procès  
24 juste et équitable? Ça va? Alors, comme je vous ai  
25 dit tout à l'heure, j'ai pris note et je pars de

1       là, de la station que vous avez fait de l'arrêt  
2       Bjelland dans la dernière décision. J'ai, non  
3       seulement, relu et pris connaissance attentivement  
4       de l'arrêt Bjelland, mais j'ai tenté de situer  
5       cette décision-là de la Cour Suprême dans le  
6       contexte des ordonnances de non-publication et en  
7       allant voir avant et après, aussi, les décisions de  
8       la Cour Suprême avant et après l'arrêt Bjelland, en  
9       matière d'ordonnance de non-publication parce que  
10      je vous le rappelle, vous le savez, mais juste en  
11      deux mots, l'arrêt Bjelland ne concernait pas du  
12      tout, ni les ordonnances de non-publication,  
13      n'impliquait la liberté d'expression, c'était dans  
14      un contexte de procès criminel où on a eu une  
15      divulgaration tardive de la preuve, divulgation de la  
16      preuve additionnelle, par la Couronne à quelques  
17      semaines du procès, et où le juge de la Cour  
18      Supérieure avait, comme sanction, déterminé qu'il  
19      fallait retirer les éléments de preuve de la... en  
20      fait, ne pas permettre la production des éléments  
21      de preuve de la Couronne qui n'avaient pas été  
22      divulgués en tant utile.

23               Alors, c'est dans ce contexte-là, où la  
24      Cour Suprême a réitéré... parce que je pense que  
25      c'est réitéré un concept qui existait déjà, mais

1       qui a peut-être été mis en mots plus clairs ou  
2       différents, mais le concept, dans le fond, que le  
3       procès juste et équitable, évidemment, c'est un  
4       droit constitutionnel de l'accusé à la présomption  
5       d'innocence à la défense pleine et entière et au  
6       droit à un procès juste et équitable, mais qui  
7       également, la société a intérêt... a un droit à la  
8       recherche de la vérité et à un procès juste et  
9       équitable.

10               Et le point, et je rappelle que c'est un  
11       jugement divisé en cinq quatre et que, en fait, le  
12       point tournant, pour la majorité, à ce moment-là,  
13       ça a été de dire:

14                       Bien, la société a le droit à ce que  
15                       ces éléments de preuve là, s'il y a  
16                       d'autres mesures qui permettent de ne  
17                       pas les exclure, mais de protéger les  
18                       droits de l'accusé, alors qu'on prenne  
19                       ces autres mesures là » et c'était  
20                       dans le test de pondération du test de  
21                       Oakes que cette analyse-là a été faite  
22                       par la Cour Suprême.

23               Alors, pour moi, je me dis: « Bien, de quoi  
24       on parle, exactement »? En fait, on parle de saine  
25       administration de la justice. Bon, alors, la saine

1 administration de la justice, quand est-ce qu'elle  
2 a été intégrée dans notre test Dagenais/Mentuck et  
3 dans notre barème à nous d'ordonnance de non-  
4 publication. L'arrêt Dagenais vous le savez, a été  
5 rendue, je pense, en mil neuf cent quatre-vingt-  
6 quatorze (1994), de mémoire, mais Mentuck, en deux  
7 mille un (2001), et c'est pour ça que je l'ai  
8 remis, pas pour qu'on le revoit, mais c'est  
9 Mentuck, en deux mille un (2001) où la Cour Suprême  
10 a ajouté au test, tant dans le critère A que dans  
11 le critère B la question de la saine administration  
12 de la justice. Si vous allez à l'onglet 3 du cahier  
13 d'autorité, à la page 462 de la décision Mentuck.  
14 On a notre test, alors:

15 A) Une ordonnance de non-publication  
16 ne doit être rendue que si elle est  
17 nécessaire pour écarter un risque  
18 sérieux pour la bonne administration  
19 de la justice,- avant, on avait pour  
20 un procès juste et équitable - vu  
21 l'absence d'autres mesures  
22 raisonnables pouvant écarter ce  
23 risque » et;

24 B) Ses effets bénéfiques sont plus  
25 importants que ses effets

1                   préjudiciables sur les droits et les  
2                   intérêts des parties et du public,  
3                   notamment, ses effets sur le droit de  
4                   la libre expression, sur le droit de  
5                   l'accusé, - je le souligne, - ... à un  
6                   procès public et équitable et sur  
7                   l'efficacité de l'administration de la  
8                   justice.

9           Alors la saine administration de la justice, je  
10          vous soumetts qu'elle a été prise en compte et elle  
11          a été incluse dans le test au moment où la Cour  
12          Suprême a rendu la décision dans *Mentuck*. Bon,  
13          maintenant, ce test-là, et que ce soit avant, dans  
14          *Phillips* ou après, on a toujours identifié le  
15          risque dans notre situation ici comme étant le  
16          risque de contaminer un jury. Pourquoi? Pour ne pas  
17          nuire à la présomption d'innocence. On parle du  
18          procès juste et équitable, mais spécifiquement, là,  
19          quand on va voir dans *Phillips*, quand on va voir  
20          dans les diverses décisions, ce dont on parle,  
21          c'est la protection de la présomption d'innocence.

22               Je vous ai remis *Phillips*, je n'irai pas  
23          avec vous, je ne veux pas perdre de temps, mais  
24          j'ai, en fait, souligné uniquement les passages  
25          pour surligner ces éléments-là dans *Phillips*. Et on

1        voit bien que, ce dont on parle, c'est la  
2        présomption d'innocence, donc un droit qui est le  
3        droit de l'accusé. On dit même dans Phillips que  
4        c'est un des droits les plus fondamentaux de notre  
5        système de justice criminelle, alors... Voilà!

6                Après Mentuck, je vous ai... en fait, c'est  
7        une décision assez récente de la Cour d'appel de  
8        l'Ontario que j'ai incluse aussi dans mon cahier,  
9        dont on n'a pas parlé ici jusqu'à maintenant, à  
10       moins que je me trompe là, c'est la décision  
11       Gardner. La Cour d'appel de l'Ontario a rendu cette  
12       décision-là en deux mille huit (2008) et ça  
13       concerne... En fait, c'était dans un contexte de  
14       perquisition, mandat de perquisition saisi sur  
15       lequel il y avait des scellés. Et les médias  
16       demandaient à avoir accès, une fois que la  
17       perquisition avait été effectuée, et qu'il y avait  
18       eu réellement saisie, que ça devenait théoriquement  
19       public, ils demandaient à avoir accès et à faire le  
20       débat à ce moment-là.

21               Et à la page 9 de la décision, c'est à  
22       l'onglet 5 de mon cahier d'autorités. À la page 9  
23       de la décision, la Cour d'appel tente de, enfin  
24       distinguer, parce que l'appelante plaidait l'arrêt  
25       Flahiff de la Cour d'appel en disant que, dans le

1 fond, pour tout ce qui était de l'information au  
2 sujet du mandat de perquisition, et qu'on avait  
3 perquisitionné, c'était de l'information qui  
4 pouvait, éventuellement, être non incriminante, en  
5 tout cas, bref, qui pouvait causer un préjudice à  
6 l'accusé. Et là, ce que la Cour d'appel nous dit  
7 c'est que, en fait, elle nous dit :

8 In my view Flahiff does not stand  
9 for the general provision that pre-  
10 trial publication of any information  
11 found in search warrant materials will  
12 necessarily prejudice an accused in a  
13 way that adversely affect the right to  
14 a fair trial.

15 Et un petit peu plus loin, au paragraphe 32, il  
16 applique les faits dans Gardiner en disant que  
17 l'information dont on parle spécifiquement dans  
18 cette affaire-là, ça ne vient pas être incriminant  
19 pour l'accusé. Alors, même en deux mille huit  
20 (2008), la Cour d'appel de l'Ontario, qui applique  
21 le critère de Dagenais/Mentuck et qui applique la  
22 jurisprudence constante depuis ce temps-là, vient  
23 nous dire « Voici ce qu'on regarde c'est : est-ce  
24 que c'est incriminant ou pas pour l'accusé. ». Et  
25 finalement, je vous amène à une toute récente, bien



1       une toute récente, oui, quand même, décision de la  
2       Cour suprême qui a été rendue après l'arrêt  
3       Bjelland que vous retrouverez à l'onglet 2 de mon  
4       cahier d'autorités qui est l'arrêt de la décision  
5       Toronto Star Newspapers, c'est dans cette décision-  
6       là que les médias avaient remis en question la  
7       constitutionnalité de l'article 517 du Code  
8       criminel, c'est-à-dire l'ordonnance de non-  
9       publication non discrétionnaire donc qui doit être  
10      rendue par le juge à partir du moment où l'accusé  
11      le demande, au stade de la remise en liberté.

12               Et dans cette affaire-là spécifiquement, je  
13      suis à l'onglet 2 de mon cahier d'autorités, bon, à  
14      la page 737 on rappelle que même si ici l'analyse  
15      ne se fait pas par le critère de Dagenais/Mentuck  
16      parce qu'on n'est pas dans un contexte  
17      discrétionnaire mais dans un contexte où le juge  
18      doit émettre l'ordonnance, donc on applique le  
19      critère de Oakes, mais à la page 737 le passage  
20      ombragé mentionne que, dans le fond, c'est quand  
21      même les mêmes critères qui s'appliquent et c'est  
22      le même, même si ce n'est pas le même test, c'est  
23      la même philosophie et les mêmes principes qui  
24      s'appliquent derrière tout ça. Et on parle du test  
25      de Dagenais dans tout ça et, si je vais un peu plus

1 loin, ce qui m'intéresse particulièrement c'est à  
2 la page 740 et 741 de la décision, au paragraphe  
3 22. 740 et 741. Alors au bas de la page, paragraphe  
4 22, la Cour suprême nous dit :

5 En Cour d'appel de l'Ontario,  
6 tant la majorité que la dissidence ont  
7 exprimé l'opinion que l'objet de la  
8 disposition est de favoriser l'équité  
9 du procès.

10 On parle de l'article 517 du Code criminel là.

11 Il s'agit là d'une notion qui peut  
12 être interprétée de différentes  
13 façons. Bien que dans l'arrêt Dagenais  
14 l'équité du procès se soit limitée à  
15 l'assurance d'un jury impartial grâce  
16 à une interdiction de publicité  
17 préalable au procès, cette  
18 interprétation étroite n'est pas la  
19 seule reconnue par la jurisprudence.

20 Alors

21 L'équité du procès peut également être  
22 définie comme s'entendant de toutes  
23 les mesures visant à protéger les  
24 droits fondamentaux de l'accusé...

25 Et si on saute la citation, j'aurais dû ombrager

1 aussi là.

2 Afin de définir les droits en cause,  
3 il faut donc tenir compte du contexte.  
4 Le juge Rosenberg, qui a rédigé les  
5 motifs dissidents dans l'affaire  
6 ontarienne a adopté une conception de  
7 la notion d'équité du procès qui  
8 épouse bien les objectifs que le  
9 législateur semble avoir cherché à  
10 atteindre en adoptant les divers  
11 éléments de la réforme de mise en  
12 liberté sous caution, et plus  
13 particulièrement, en adoptant la  
14 disposition conférant le droit à une  
15 interdiction impérative.

16 Et là, la partie en ombragé.

17 Le droit à un procès équitable  
18 s'entend non seulement du droit  
19 restreint d'empêcher les jurés  
20 potentiels d'être influencés par des  
21 éléments préjudiciables qui pourraient  
22 être divulgués lors de l'enquête sur  
23 remise en liberté provisoire, mais  
24 aussi d'autres droits destinés à  
25 protéger les droits de l'accusé et de

1                   la société à un procès équitable.  
2       Et là, on fait état, notamment, du fait que, et  
3       c'est une des raisons principales pour laquelle on  
4       a dit cette disposition-là elle est valide - c'est  
5       qu'on veut empêcher que l'accusé ait besoin de  
6       faire le débat, au stade de la mise en liberté  
7       provisoire, de faire le débat sur l'ordonnance de  
8       non-publication, et même de se poser cette  
9       question-là de rechercher un avocat, et caetera.

10               Et ça m'a fait penser, d'ailleurs, à  
11       l'arrêt Bjelland. Parce que dans l'arrêt Bjelland,  
12       c'était quoi le droit de la société? Bien, c'était  
13       de ne pas voir un élément de preuve qui pouvait par  
14       ailleurs être admis, mais avec d'autres mesures,  
15       pour protéger les droits de l'accusé, donc de ne  
16       pas l'exclure.

17               Alors, et si je vais juste un petit peu  
18       plus loin dans la décision...

19       LA PRÉSIDENTE :

20       Maître Gagnon, si je vous suis...

21       Me GENEVIÈVE GAGNON :

22       Oui.

23       LA PRÉSIDENTE :

24       À partir du moment où toute déclaration, ou toute  
25       preuve qui est admise et disculpatoire, ou tous les

1       propos de l'accusé éventuel, dans son... et qui  
2       serait appelé à témoigner ici, tiendrait des propos  
3       disculpatoires, il n'y aurait pas de difficulté, et  
4       c'est pour ça que vous demandez la levée de...

5       Me GENEVIÈVE GAGNON :

6       Exactement. Je ne demande pas...

7       LA PRÉSIDENTE :

8       Alors le procès juste et équitable, c'est seulement  
9       le procès du point de vue de l'accusé.

10      Me GENEVIÈVE GAGNON :

11      En fait, ce que je vous dis, c'est que le droit, le  
12      risque important qu'on doit analyser au paragraphe  
13      a), c'est effectivement le droit de l'accusé.

14      LA PRÉSIDENTE :

15      Qu'il soit trouvé coupable.

16      Me GENEVIÈVE GAGNON :

17      C'est le droit de l'accusé à la présomption  
18      d'innocence.

19      LA PRÉSIDENTE :

20      C'est ça.

21      Me GENEVIÈVE GAGNON :

22      O.K.? Et ce que je vous soumets, c'est que, deux  
23      choses. D'abord, je pense qu'il faut être prudent  
24      quand on interprète l'arrêt Bjelland dans un  
25      contexte d'ordonnance de non-publication, parce que

1       ça n'a pas été interprété par la Cour suprême comme  
2       telle. Le plus loin qu'ils vont, c'est dans Toronto  
3       Star, et c'est pour ça que je vous l'ai soumis. Et  
4       dans Toronto Star, les droits de l'accusé puis de  
5       la couronne n'étaient pas sur le même pied,  
6       d'ailleurs, hein? Parce que l'article 517 prévoit  
7       que l'accusé, le juge doit ordonner la non-  
8       publication, alors que la couronne, elle, doit se  
9       décharger de son fardeau en vertu de  
10      Dagenais/Mentuck. Alors déjà, on a un traitement  
11      qui est différent, et ce n'est pas pour rien.

12               Alors ce que je vous soumets, c'est qu'il  
13      faut faire attention en interprétant Bjelland dans  
14      ce contexte-là, et qu'effectivement, si on doit  
15      tenir compte du droit de la société à un procès  
16      équitable qui existe, c'est dans le critère de  
17      proportionnalité de la fin du test, et non pas  
18      quand on identifie le risque au paragraphe a) du  
19      test Dagenais/Mentuck.

20               Le risque qu'on identifie là, c'est la  
21      présomption d'innocence. C'est le risque qu'on  
22      atteigne à la présomption d'innocence. Et donc,  
23      oui, pour répondre, pour faire une longue réponse à  
24      votre question, à partir... Il faut que ces  
25      éléments-là, qui se retrouvent dans le témoignage

1 qu'on veut garder en non-publication, soient des  
2 éléments qui sont incriminants, et vous l'avez bien  
3 mentionné dans votre première décision concernant  
4 le témoignage de Lino Zambito, dont on parlait de  
5 faits qui ont un lien direct avec les accusations,  
6 qui sont suffisamment percutants pour que ça reste  
7 dans l'esprit d'un juré éventuel dans plusieurs  
8 mois d'ici, et non seulement que ça reste dans leur  
9 esprit, mais tellement percutants qu'ils ne peuvent  
10 pas s'en détacher pour respecter les directives du  
11 juge du procès. C'est aussi ça, là, que Philips  
12 dit.

13 C'est que dans le fond, il faut que ça soit  
14 à ce point percutant que, rationnellement, le juré  
15 ou le jury, là, tout dépendant de comment on les  
16 prend, ne puisse pas faire l'exercice rationnelle  
17 de dire « Je vais suivre la directive du juge »,  
18 mais que ça soit insidieux, dans le fond, dans son  
19 esprit. Alors, ça prend pour ça des faits  
20 percutants. Et ce que je vous soumets, c'est que  
21 ces faits percutants-là, c'est soit des aveux ou  
22 des dénonciations directes. Voilà.

23 Alors, entrons maintenant dans le  
24 témoignage de Bernard Trépanier. Vous aurez compris  
25 que pour la très grande majorité de son témoignage,

1       ce que je vais vous plaider, c'est qu'il ne s'agit  
2       pas d'aveux, ni de dénonciation directe contre les  
3       coaccusés, et que ce ne sont pas des faits  
4       suffisamment percutants pour que l'ordonnance de  
5       non-publication soit maintenue jusqu'à la fin du...  
6       en fait, jusqu'à la séquestration du jury.

7               Alors, le premier thème que j'ai retenu,  
8       c'est son rôle, le rôle de Bernard Trépanier dans  
9       les rencontres techniques et les différentes autres  
10       rencontres. En fait, je n'ai pas distingué les  
11       rencontres techniques des soupers, dîners,  
12       déjeuners, au 357C ou au Muscadin, parce que moi  
13       pour ça rentrait dans un tout. Alors, je suis aux  
14       pages... Et là, c'est parce qu'il y en a plusieurs,  
15       et c'est un peu éparpillé, cette catégorie-là.

16       LA PRÉSIDENTE :

17       Vous avez bien indiqué...

18       Me GENEVIÈVE GAGNON :

19       Voilà.

20       LA PRÉSIDENTE :

21       Vous avez indiqué où se situaient ces pages, ces  
22       passages-là?

23       Me GENEVIÈVE GAGNON :

24       Exactement. Alors vous les retrouvez dans mon  
25       tableau. Alors, quelles ont été ses réponses aux



1 questions de maître Gallant sur son rôle quant aux  
2 rencontres techniques et aux autres rencontres?

3 Ce que je vous soumets, c'est que ses  
4 réponses ont été, d'abord, assez évasives, en  
5 disant, « Bien, je n'avais pas de rôle précis, je  
6 n'étais pas toujours là, quatre-vingts pour cent  
7 (80 %) du temps on dit que je suis là, mais je  
8 n'étais pas là, et, en fait, je surveillais Paolo  
9 Catania parce que son père m'avait demandé de  
10 surveiller un problème d'alcoolisme, et, bien, des  
11 fois j'allais juste prendre un café. » En fait,  
12 grosso modo, là, si on résume, c'est à peu près ça  
13 le témoignage qu'il a rendu, outre les « Bien ça,  
14 je ne m'en souviens pas, je ne suis pas sûr que  
15 j'étais là, je ne me souviens pas de cet événement-  
16 là précis. »

17 Alors, ce que je vous soumets, c'est que  
18 premièrement ce n'est pas incriminant, et que ça ne  
19 frappe pas l'imaginaire d'un jury. Et je comprends  
20 les arguments de maître Greffe quand elle vous dit  
21 on veut, bon, évaluer la crédibilité de monsieur  
22 Trépanier, et le public va pouvoir évaluer sa  
23 crédibilité.

24 Premièrement, je dois vous dire que  
25 monsieur Trépanier a témoigné un long moment en

1 public, et que la crédibilité de monsieur Trépanier  
2 a pu être évaluée pendant son témoignage public.  
3 Alors, que ce soit de l'évaluer, est-ce que c'est  
4 vraiment percutant, est-ce que ça change réellement  
5 quelque chose ces éléments-là de plus par rapport à  
6 l'évaluation de la crédibilité. Je vous soumetts que  
7 non.

8           Alors, par rapport à son rôle et le fait  
9 qu'il a déjà donné une version des faits, qu'il  
10 aura déjà donné une version des faits ici, ce n'est  
11 pas pour rien, je vous soumetts que ce n'est pas  
12 pour rien que le test a été élaboré comme il est  
13 élaboré. C'est sûr que probablement que dans un  
14 procès idéal pour, dans un procès idéal on voudrait  
15 ne pas avoir de version antérieure, mais bon,  
16 premièrement il y a la protection contre auto-  
17 incrimination qui existe.

18           Et deuxièmement, ce qu'on dit c'est que,  
19 là, on est en train de mettre en balance le droit à  
20 la liberté d'expression par rapport au droit à un  
21 procès équitable, à la présomption d'innocence. Et  
22 les tests qui ont été élaborés, les différents  
23 raisonnements qui ont amené la Cour suprême a  
24 élaboré les tests. Ils en sont arrivés à la  
25 conclusion que oui tous ces éléments-là existent,

1        puis on aimerait ça avoir un procès parfait, mais  
2        on doit mettre deux droits en balance et ce n'est  
3        pas le procès parfait qu'on cherche. C'est pour ça  
4        que je vous ai remis Bourgoin d'ailleurs dans le  
5        cahier d'autorités. On n'arrive pas, on ne cherche  
6        pas à avoir un procès parfait, on cherche à  
7        atteindre un équilibre entre deux droits.

8                Et c'est pour ça qu'on a élaboré ces tests-  
9        là et c'est pour ça qu'on en arrive à la conclusion  
10       que c'est seulement les faits qui ont un lien  
11       direct et qui sont percutants et donc, des aveux ou  
12       des dénonciations directes qui doivent, dans le  
13       contexte qui nous occupe ici, être protégés par une  
14       ordonnance de non-publication. Alors, je vous  
15       sou mets que tout son rôle quant aux rencontres  
16       techniques et aux autres rencontres, ça ne  
17       rencontre pas ce critère-là.

18               Ensuite, il y a une petite partie du  
19       témoignage qui est ses communications avec Marton.  
20       Encore là, qu'est-ce qu'il nous a dit là-dessus. Il  
21       nous a dit :

22               Bien, je n'ai pas communiqué avec  
23               Marton et Catania au moment de l'appel  
24               de qualifications pour discuter de  
25               l'appel de qualifications.

1 C'est ce qu'il dit et il dit :

2 Les fois où j'ai communiqué avec  
3 Marton j'étais probablement pour  
4 parler à monsieur Accurso ou je ne  
5 m'en rappelle pas, mais je ne vois pas  
6 pourquoi d'autre j'aurais appelé que  
7 pour parler à monsieur Accurso.

8 Grosso modo, si je résume son témoignage, c'est ce  
9 qu'il nous en a dit. Encore une fois, mêmes  
10 raisons, je vous sou mets que ce n'est percutant, ce  
11 n'est pas incriminant, ce n'est pas une  
12 dénonciation directe, mais un aveu.

13 Même chose quant à ses communications avec  
14 Paolo Catania. Là, c'est un petit peu difficile de  
15 délimiter qu'est-ce qui était les rencontres, son  
16 rôle dans les rencontres, qu'est-ce qui était les  
17 communications avec Paolo Catania. Quand il ne  
18 s'agissait que de ses communications, c'est là où  
19 je les ai identifiées ici.

20 Et encore une fois, qu'est-ce qu'il nous  
21 dit, il nous dit : « Bien, j'étais là pour, j'étais  
22 là pour surveiller ce problème d'alcoolisme, là ».  
23 Et il témoigne à l'effet que selon lui, sa version  
24 des faits, est à l'effet qu'il n'a pas eu de  
25 communications fréquentes avant que l'appel de

1       qualifications soit complété, avant qu'il soit  
2       qualifié, qu'il ne soit qualifié. Alors, son  
3       témoignage, je vous sou mets, qu'il n'est pas  
4       incriminant.

5               Maintenant, il reste, il y a une petite  
6       partie, maître Greffe n'en a pas parlé, mais il y a  
7       quand même du caviardage sur l'appel à Bernard  
8       Poulin, et là je veux parler des parties où il y a  
9       du caviardage quant à l'appel à Bernard Poulin.  
10      Parce que ça je pense que c'est important qu'on y  
11      revienne un petit peu, surtout de souligner le fait  
12      que c'est des éléments qui sont des éléments de  
13      faits qui sont déjà dans le domaine public, qui ont  
14      été dans le domaine public au moment où les  
15      reportages de La Presse ont été publiés, qui sont  
16      dans le domaine public par le biais du procès civil  
17      de Bernard Poulin contre La Presse.

18             Et après ça je me suis posée la question,  
19      mais attendons, là, est-ce qu'on a un lien étroit  
20      avec les accusations? De quoi on parle exactement  
21      ici? Outre le fait que c'est déjà dans le domaine  
22      public. On parle du fait que monsieur Trépanier  
23      aurait appelé son ami Bernard Poulin pour lui  
24      dire : « Sur le projet du Faubourg Contrecoeur, tu  
25      vas avoir un contrat ».

1                   Mais, là, je recule dans le temps puis je  
2                   vais vous refaire le même argument que je vous ai  
3                   fait pour le témoignage de Michel Lalonde, ce n'est  
4                   pas ça les accusations. Je comprends que ça fait  
5                   partie de la preuve de la couronne, du complot en  
6                   général, de la grande théorie de la cause de... de  
7                   la poursuite. Mais l'accusation, là, c'est d'avoir  
8                   favorisé Catania pour obtenir le projet du Faubourg  
9                   Contrecoeur. On est dans un élément où, qui est  
10                  pertinent au procès de la couronne, je le  
11                  comprends, mais qui n'est pas un lien direct avec  
12                  les accusations telles qu'on doit l'avoir dans nos  
13                  (inaudible)...

14               (14:59:56)

15               LA PRÉSIDENTE :

16               Est-ce qu'une preuve circonstancielle n'a pas  
17               souvent encore plus d'effet ou de poids qu'une  
18               preuve directe?

19               Me GENEVIÈVE GAGNON :

20               Oui.

21               LA PRÉSIDENTE :

22               Lorsqu'on la met dans l'ensemble avec le cumul des  
23               questions qui sont posées et des réponses qui  
24               souvent sont vagues et imprécises, j'en conclus.  
25               Mais est-ce que vous ne pensez pas que le cumul de

1 tout ça fait en sorte que ça peut devenir  
2 certainement percutant et frapper l'imaginaire?

3 Me GENEVIÈVE GAGNON :

4 En fait, je pense qu'une preuve circonstancielle  
5 est pertinente et importante dans un procès  
6 criminel. Je pense que ça peut amener un jury dans  
7 un procès criminel à prendre une décision, mais je  
8 crois que ça ne remplit pas les critères ici parce  
9 qu'en soi le fait que Bernard Trépanier ait voulu,  
10 en fait je ne veux même pas le qualifier, je vais  
11 le garder comme un fait, comme le témoignage, en  
12 fait, ait appelé Bernard Poulin pour lui dire :  
13 « Tu vas avoir un contrat dans le projet du  
14 Faubourg Contrecoeur », que cet élément-là en soi  
15 n'est pas suffisamment percutant pour rencontrer  
16 les tests, parce que ce n'est pas un lien  
17 suffisamment direct avec les accusations. Et parce  
18 que par ailleurs, c'est déjà public.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Je vous comprends, Maître Gagnon, mais c'est parce  
21 que vous examinez chaque élément de preuve prise  
22 individuellement.

23 Me GENEVIÈVE GAGNON :

24 Oui.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Vous les isolez, les uns par rapport aux autres.

3 Mais parlez-moi du cumul, pour un procès juste et  
4 équitable. Parlez-moi du cumul, de tous ces  
5 éléments-là.

6 Me GENEVIÈVE GAGNON :

7 Oui.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Dans l'intérêt de préserver un procès juste et  
10 équitable, puis là, on parle d'un accusé.

11 Me GENEVIÈVE GAGNON :

12 Tout à fait. Tout à fait, puis je suis consciente  
13 que l'accusé a un statut différent que quelqu'un  
14 qui ne l'est pas. Par contre, pour reprendre un  
15 exemple qu'on a eu devant nous, Lino Zambito était  
16 aussi un accusé et je pense que même pour un  
17 accusé... même pour un accusé, c'est quand même ces  
18 critères-là qui doivent être pris en compte. Puis  
19 je comprends votre question sur l'élément cumul,  
20 mais je dois... j'essaie de vous l'exprimer  
21 autrement, là, parce que je ne veux pas répondre la  
22 même chose, mais pour moi, c'est quand même la même  
23 réponse, O.K., mais ce que je veux vous dire dans  
24 le fond, c'est que même dans le cumul, ce qui est  
25 démontré, c'est que les directives qu'on donne au



1 jury, c'est fondamental, c'est important, qu'on  
2 doive faire confiance à l'institution du jury et  
3 qu'il est aussi... en fait, on n'a pas de preuve  
4 scientifique...

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Je suis parfaitement d'accord avec vous, Maître  
7 Gagnon.

8 Me GENEVIÈVE GAGNON :

9 Oui, tant mieux. Et qu'on n'a pas de preuve  
10 scientifique non plus de ce qui reste dans l'esprit  
11 d'un jury potentiel après qu'un certain nombre de  
12 mois soit écoulé. Alors, après avoir analysé tout  
13 ça, la Cour suprême, dans toute sa sagesse, en est  
14 venue avec certains critères et je vous dirais que  
15 pour moi, même s'il y a un cumul des différents  
16 éléments, s'il n'y a pas cet élément percutant-là  
17 qui nous permettrait de retenir l'élément, je ne  
18 pense pas que le cumul puisse devenir percutant en  
19 soi. Je pense que ça prend l'élément percutant pour  
20 que ça reste suffisamment et que ça ait cet impact-  
21 là. Parce que je reviens sur le dernier élément,  
22 puis pour moi, il est fondamental. Ce n'est pas  
23 juste de dire: « Est-ce qu'ils vont s'en  
24 rappeler »? C'est aussi de dire: « Est-ce que c'est  
25 tellement insidieux qu'ils ne pourront pas s'en

1 détacher les jurés et donc, de ne pas en tenir  
2 compte »?

3 Alors, j'ai vu... puis là, j'avais un petit  
4 laïus sur le débat sur l'objection, mais j'ai vu  
5 que le directeur des poursuites criminelles et  
6 pénales ne demandait pas à ce que le débat sur  
7 l'objection soit gardé... soit maintenu en non-  
8 publication alors, je ne me ferai pas...

9 LA PRÉSIDENTE :

10 C'est-à-dire que j'ai quand même une information à  
11 l'effet que Maître...

12 Me SIMON TREMBLAY :

13 Effectivement, il y a Maître Roch, également Maître  
14 Demers qui auront des représentations à faire sur  
15 cette partie-là.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Je ne sais pas pour Maître Demers, mais je le sais  
18 pour Maître Roch.

19 Me SIMON TREMBLAY :

20 Oui, minimalement mais c'est l'intention de Maître  
21 Demers, mais on pourra en parler tout à l'heure.

22 Me GENEVIÈVE GAGNON :

23 O.K., bon, bien, écoutez, je vais vous faire mes  
24 représentations, mais je vais me réserver le droit  
25 de répondre, si vous me le permettez, quand j'aurai

1       entendu les représentations de mes confrères, mais  
2       je pense que sur la question de l'objection, je ne  
3       m'ingérerai pas dans l'objection, je n'ai pas  
4       d'intérêt à cet égard-là, moi, je parle de la non-  
5       publication ou pas du débat sur l'objection quant  
6       aux conversations enregistrées et je vous dirais  
7       que c'est l'exemple typique de la raison pour  
8       laquelle on veut la publication des débats  
9       judiciaires, en fait, la publicité des débats  
10      judiciaires. Et ça, c'est l'application de Nouveau-  
11      Brunswick, de Vancouver Sun et qu'on a déjà plaidé  
12      devant vous. La raison pour laquelle les débats  
13      judiciaires sont publics, c'est qu'on veut  
14      garantir, pour le public, l'intégrité du processus  
15      et que quand il y a un débat comme ça qui est  
16      manifestement d'intérêt public, le public a le  
17      droit de participer au débat par le biais des  
18      médias, par le biais de la publicité des débats,  
19      d'y participer et de comprendre aussi pourquoi,  
20      éventuellement, telle décision sera rendue, sur  
21      quels motifs, sur la base de quels arguments et sur  
22      quels motifs cette décision-là va être rendue.

23               Alors, je vous dirais que je ne vois, pour  
24      ce qui concerne le débat, absolument aucune raison,  
25      actuellement, de garder ce débat-là en non-

1 publication. Si vous rejetez l'objection et que la  
2 preuve est permise, il n'y a, encore là, aucune  
3 raison de garder ces éléments-là en non-  
4 publication. Évidemment, si vous accueillez  
5 l'objection, bien ce n'est plus une raison de  
6 non-publication non plus. Alors voilà. Et je me  
7 réserve mes arguments autres si c'est le cas plus  
8 tard.

9 Ma prochaine catégorie, c'était les  
10 questions relatives au rôle de monsieur Trépanier  
11 et au rôle de monsieur Zampino par rapport à, bon,  
12 à l'intérieur de la Ville de Montréal, quel était  
13 son rôle, il se promenait dans les locaux, et  
14 caetera, et caetera, est-ce qu'il était ou pas le  
15 porte-parole de monsieur Zampino? A mon avis, les  
16 réponses qu'il nous a données encore là, sont loin  
17 d'être ni incriminantes, ni percutantes. Voyage en  
18 Floride, on arrive sur quelque chose de différent.  
19 Un petit peu plus délicat. Juste avant, vous aurez  
20 noté que je n'insiste pas sur la question de la  
21 conversation...

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Vous me rassurez.

24 Me GENEVIÈVE GAGNON :

25 Je n'insiste pas sur la question de la conversation

1 avec monsieur Deschamps non plus, j'ai pris note de  
2 votre décision, c'est sous ordonnance de non-  
3 publication pour monsieur Deschamps alors, je ne  
4 vous ferai pas de représentations là-dessus.

5 Sur la question du voyage en Floride, il y  
6 a effecti... bon, c'est en lien direct avec les  
7 accusations. Je pense qu'on ne peut pas le nier, il  
8 y a une accusation spécifiquement là-dessus. Par  
9 contre, il y a une chose sur laquelle je voulais  
10 attirer votre attention quand vous allez faire  
11 l'analyse et prendre votre décision, c'est que les  
12 accusations, et je vais les reprendre, dont il est  
13 question, c'est 12 et 13, si je ne me trompe pas,  
14 il n'y a pas d'accusation contre Bernard Trépanier  
15 pour ce qui est du voyage en Floride. Il y a une  
16 accusation contre Frank Zampino. Alors, juste  
17 reprendre les chefs. Il y a une accusation contre  
18 Frank Zampino pour avoir commis un abus de  
19 confiance relativement aux fonctions de sa charge.  
20 Il y a une accusation contre Paolo Catania et  
21 Constructions Frank Catania et Associés pour avoir  
22 accompli ou omis d'accomplir quelque chose en vue  
23 d'aider un fonctionnaire, à savoir Frank Zampino,  
24 président du comité exécutif, à commettre un abus  
25 de confiance.

1                   Alors, je ne vous dis pas qu'il n'y a pas  
2 certaines portions du témoignage qui pourraient  
3 être incriminantes par rapport à ces deux chefs  
4 d'accusation-là, mais je vous invite - quand vous  
5 allez faire l'analyse spécifique - à garder ça en  
6 tête que ce n'est ni monsieur Trépanier qui est  
7 accusé et que l'accusation qui est contre Frank  
8 Catania et la compagnie ne sont pas à l'égard du  
9 voyage de monsieur Trépanier, et je pense que c'est  
10 pertinent.

11                   Et finalement, on arrive aux relations avec  
12 Martial Fillion et traitons-le différemment, là, la  
13 relation avec Martial Fillion et la demande de  
14 Michel Lalonde, que monsieur Trépanier aurait faite  
15 à Michel Lalonde pour aider Martial Fillion. Bon.  
16 Dans les deux cas, les réponses sont plutôt  
17 évasives et... mais en fait, il y a une négation de  
18 ce qui est... de ce qui est allégué par... de ce  
19 qui est proposé, en fait, des questions qui sont...  
20 qui sont posées. Monsieur Trépanier dit : « Non, je  
21 n'ai pas tenté d'influencer monsieur Fillion » et  
22 quand il lui parle de qu'il aurait demandé à  
23 monsieur Lalonde de donner de l'argent à monsieur  
24 Fillion, on n'a pas une réponse très très claire à  
25 cet égard-là. Alors, je vous dirais que je ne pense

1 pas que c'est particulièrement percutant, mais je  
2 dois admettre que c'est en lien direct avec les  
3 accusations. Alors, là-dessus je m'en remets à  
4 votre décision en vous disant que je ne vois pas un  
5 fait très percutant.

6 Alors, pour toutes ces raisons-là, je  
7 conclue en disant : il est vrai qu'il s'agit d'un  
8 témoignage d'un accusé, donc c'est une analyse dans  
9 un spectre différent, mais il reste que les  
10 critères sont là, même pour un accusé, et que, de  
11 manière générale, je vous dirais que le témoignage  
12 n'était pas incriminant et que c'est pour ces  
13 raisons qu'on vous demande la levée de l'ordonnance  
14 de non-publication.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Merci, Maître Gagnon.

17 Me GENEVIÈVE GAGNON :

18 Ça me fait plaisir.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Maître Bantey.

21 (15:09:33)

22

23 REPRÉSENTATIONS PAR Me MARK BANTEY :

24 Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire.

25 Alors, pour les fins du dossier, je représente le

1 Global and Mail, Media Transcontinental, Gesca  
2 Global, CTV, Le Devoir et The Gazette.

3 Très rapidement, je fais miens les  
4 commentaires de maître Gagnon, mais sur la question  
5 que vous avez posée à savoir si les médias vont  
6 reprendre l'information à la veille du procès, il  
7 faut présumer que les médias vont agir de bonne foi  
8 à la veille d'un procès. Il faut présumer qu'ils  
9 vont respecter la règle de sub judice et qu'ils  
10 vont respecter la loi. Il ne faut pas présumer le  
11 contraire. Alors, on ne peut pas émettre une  
12 ordonnance de non-publication en présumant que les  
13 médias vont agir de mauvaise foi à la veille d'un  
14 procès.

15 Sur la question du cumul des faits, ce ne  
16 sera pas la première fois qu'un accusé sera appelé  
17 à subir un procès précédé par un barrage de  
18 publicité. Je pense au cas de Guy Turcotte, le juge  
19 Delisle, le méga procès des Hells Angels. Le méga  
20 procès des Hells Angels, on a réussi à trouver des  
21 jurés dans les deux procès, très rapidement, même  
22 chose pour Guy Turcotte, même chose pour le juge  
23 Delisle.

24 Alors, ce n'est pas un motif pour une  
25 ordonnance de non-publication de dire que le



1 critère, c'est de savoir : est-ce qu'il y a un  
2 risque réel et...

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Mais, il y a quand même une différence, Maître  
5 Bantey, avec tous les procès dont vous venez de  
6 faire état parce que dans chacun de ces procès-là,  
7 les accusés n'avaient pas été confrontés à la barre  
8 dans le procès... dans les accusations qui les  
9 concernent directement et à grand déploiement en ce  
10 qui concerne la publicité qui est faite évidemment  
11 à la Commission dont on est saisie. Alors...

12 Me MARK BANTEY :

13 Non, mais...

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Alors que là, en ce moment, ce que vous avez, ce  
16 sont... en ce qui concerne à tout le moins le  
17 témoignage de monsieur Trépanier, c'est un accusé  
18 et c'est un accusé qui est confronté et qui est  
19 interrogé et contre-interrogé et en lien et en  
20 regard avec les accusations qui sont portées contre  
21 lui et dont la publicité est à large déploiement.

22 Me MARK BANTEY :

23 Mais, la question...

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Alors que dans les autres procès, le juge Delisle

1 n'a jamais été interrogé ou contre-interrogé  
2 publiquement avant de subir son procès. La même  
3 chose avec tous et chacun des Hells Angels au  
4 printemps deux mille un (2001) et la même chose  
5 avec Guy Turcotte.

6 Me MARK BANTEY :

7 Mais, la question est de savoir : dans les cas que  
8 j'ai mentionnés, il y a eu beaucoup de publicité.  
9 Et la question est de savoir : est-ce que le fait  
10 qu'il y a beaucoup de publicité fait en sorte que  
11 c'est impossible de trouver douze (12) personnes  
12 impartiales, et la réponse, c'est « non, pas  
13 nécessairement ».

14 Parce que dans l'arrêt... dans l'arrêt  
15 Phillips, je vous rappelle ce que la Cour suprême a  
16 dit, c'est que, à la page 167 de Phillips, ni  
17 l'accusé ni la poursuite jouit d'un droit  
18 constitutionnel d'être soustrait à toute publicité  
19 défavorable avant le procès. Dans Dagenais, la Cour  
20 suprême a dit que la Constitution ne garantit pas  
21 une situation idéale, le procès idéal.

22 D'ailleurs, dans l'arrêt Bjelland, on a  
23 cité l'arrêt de la Cour Suprême Harrer, à la page  
24 661 :

25 Au départ, un procès équitable est un

1                   procès qui paraît équitable, tant du  
2                   point de vue de l'accusé que de celui  
3                   de la collectivité. Il ne faut pas  
4                   confondre un procès équitable avec le  
5                   procès le plus avantageux possible du  
6                   point de vue de l'accusé. Il ne faut  
7                   pas l'assimiler non plus au procès  
8                   parfait...

9           Parce que la dernière fois, on semblait dire que  
10          peut-être la couronne a un droit en vertu de  
11          l'article 11. Où la couronne a, elle aussi, un  
12          droit à un procès équitable en vertu de 11.  
13          L'article 11 de la Charte confère un droit à  
14          l'accusé...

15          (15:15:44)

16          LA PRÉSIDENTE :

17          Pas la couronne, c'est à la société.

18          Me MARK BANTEY :

19          À la société, exactement. La couronne a le devoir  
20          de s'assurer qu'il y ait un procès équitable. Mais  
21          elle n'a pas un droit fondamental à un procès  
22          équitable. Alors, on n'impose pas une ordonnance de  
23          non-publication parce que le témoignage risque de  
24          compromettre la position de la couronne dans son  
25          procès. Alors, il faut faire attention. C'est un

1 droit qui appartient à l'accusé.

2 Et on a souvent dit que, on a fait une  
3 distinction entre le fait que lorsque c'est un  
4 accusé qui témoigne et lorsque c'est un témoin  
5 ordinaire qui n'est pas accusé. Et dans votre  
6 première décision que vous avez rendue le huit (8)  
7 novembre deux mille douze (2012), vous avez écarté  
8 mes autorités en disant :

9 Il n'était parfois nullement question  
10 de procédures criminelles parallèles,  
11 ou encore les débats ne portaient pas  
12 sur les faits à la base des  
13 accusations.

14 Je reviens rapidement sur les autorités que j'avais  
15 soumises. Il y avait d'abord, à l'onglet 7 de mon  
16 cahier, l'affaire Guité. Bien Guité était accusé.  
17 C'est vrai qu'il n'a pas témoigné sur le contrat  
18 pour lequel il était accusé. Mais il témoignait sur  
19 des faits similaires, il témoignait sur des faits  
20 qui étaient à la base de toutes les accusations de  
21 tous les accusés dans le dossier des commandites.

22 Dans l'arrêt Murrin..

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Êtes-vous en train de plaider sur la première  
25 décision, ou...

1 Me MARK BANTEY :

2 Non. Je suis en train de dire qu'il faut faire  
3 attention lorsqu'on dit que c'est... Quand c'est  
4 l'accusé qui témoigne, il faut faire encore plus  
5 attention. Mais les mêmes principes s'appliquent.  
6 C'est le même test qui s'applique. Et dans Murrin,  
7 par exemple, Murrin était accusé de meurtre, il a  
8 été appelé comme témoin par la couronne dans une  
9 cause parallèle où les gens avaient été accusés de  
10 l'avoir battu, et lors de cet incident-là il aurait  
11 avoué son crime. Et la Cour a décidé qu'une  
12 ordonnance de non-publication, dans le procès des  
13 trois, n'était pas nécessaire, même si la preuve  
14 qui était admissible dans le premier procès ne  
15 serait pas admissible dans son procès de meurtre.  
16 Alors, c'est le cas d'un accusé.

17 L'arrêt à l'onglet 10, encore une fois  
18 c'était Guité qui témoignait, un accusé. L'arrêt à  
19 l'onglet numéro 11, Guité qui témoignait. À l'arrêt  
20 numéro 12, l'accusé était... C'est l'affaire de  
21 National Bank contre Potter, l'accusé a été appelé  
22 à témoigner dans une cause civile sur la base des  
23 mêmes faits pour lesquels il était accusé. La Cour  
24 a décidé que même si c'était l'accusé qui  
25 témoignait, une ordonnance de non-publication

1 n'était pas nécessaire, il y avait d'autres mesures  
2 qui pouvaient protéger l'accusé.

3 Dans l'arrêt *Her Majesty the Queen contre*  
4 *Larue*, à l'onglet numéro 13, il s'agissait de deux  
5 coaccusés qui subissaient un procès séparé sur les  
6 mêmes faits. Le juge a refusé une ordonnance de  
7 non-publication dans le procès du premier accusé,  
8 et finalement, dans l'arrêt numéro... à l'onglet  
9 numéro 14, l'arrêt *Stéphane Faucher*, un des... Il  
10 s'agissait de coaccusés dans le mégaprocès des  
11 *Hell's*, un coaccusé plaide coupable, le juge a  
12 décidé qu'une ordonnance de non-publication n'était  
13 pas nécessaire pour protéger le droit de ces  
14 coaccusés, même s'ils étaient, l'accusation portait  
15 sur les mêmes faits.

16 Et finalement, dans l'affaire *Parasiris*, il  
17 s'agissait d'une enquête préliminaire, l'accusé ne  
18 voulait pas une ordonnance de non-publication,  
19 c'est la couronne qui la demandait, ça devenait à  
20 ce moment-là discrétionnaire, et le juge Jean-Guy  
21 Boilard a refusé l'ordonnance de non-publication  
22 parce qu'il y avait d'autres mesures pour protéger  
23 le droit de l'accusé à un procès équitable.

24 Alors, même si c'est l'accusé qui témoigne,  
25 ce sont les mêmes critères qui s'appliquent. Il

1       faut décider s'il y a un risque réel et important  
2       qu'un procès équitable sera impossible. Non pas  
3       difficile : impossible.

4               Alors, sur le témoignage de monsieur  
5       Trépanier, j'adopte les propos de maître Gagnon,  
6       sur la participation aux réunions, les soupers, les  
7       réunions de chantier, la preuve est tout à fait  
8       anodine et il n'est pas incriminant du tout. Sur  
9       les liens d'amitié avec d'autres personnes, ce  
10      n'est pas un témoignage qui est percutant ou  
11      incriminant.

12              La communication téléphonique avec Marc  
13      Deschamps, c'est déjà couvert par une ordonnance de  
14      non-publication et le voyage en Floride, je fais  
15      mien les propos de maître Gagnon, ce n'est pas un  
16      témoignage qui est tellement percutant qu'on va  
17      être, qu'il va être impossible dans onze mois de  
18      trouver un jury impartial.

19              Sur les conversations avec Bernard Poulin,  
20      de Bernard Trépanier et Bernard Poulin, bien les,  
21      comme maître Gallant l'a dit hier, n'importe qui  
22      peut aller chercher les conversations au palais de  
23      justice de Montréal, elles se trouvent dans un  
24      dossier public, le procès a eu lieu. Monsieur  
25      Trépanier en a témoigné, j'ai les transcriptions

1       ici si la Commission a besoin de son témoignage. Il  
2       a parlé longuement de sa conversation avec monsieur  
3       Poulin. Il a été interrogé là-dessus. Et les  
4       reportages ont porté là-dessus.

5               Si vous allez sur l'Internet vous allez  
6       voir qu'on parle abondamment de ces conversations-  
7       là, non seulement de ces conversations avec  
8       monsieur Poulin, mais ses conversations avec  
9       monsieur Sauriol et ses conversations avec monsieur  
10      Zampino.

11             Et la question devant la juge Gibeau n'est  
12      pas à savoir...

13      (15:20:47)

14      LA PRÉSIDENTE :

15      Je peux vous dire que s'ils n'ont pas été mis en  
16      preuve je n'irai certainement pas voir ces  
17      conversations-là.

18      Me MARK BANTEY :

19      Pardon?

20      LA PRÉSIDENTE :

21      J'ai dit si ces conversations, l'audio de ces  
22      conversations-là n'a pas été mis en preuve sauf  
23      une.

24      Me MARK BANTEY :

25      Sauf une.



1 LA PRÉSIDENTE :

2 Alors, il est certain que je n'irai pas écouter ces  
3 conversations-là sur Internet.

4 Me MARK BANTEY :

5 Non, je ne dis pas que les conversations sont  
6 toujours sur l'Internet. Je vous dis que les  
7 reportages sont toujours là, parce que c'était un  
8 procès public. Alors, je ne crois pas qu'étant  
9 donné que ces conversations sont déjà dans le  
10 domaine public et ont été rapportées dans les  
11 médias, une ordonnance de non-publication n'est pas  
12 justifiée.

13 Et finalement, je reviens, pour conclure je  
14 reviens au vieux refrain, là, c'est-à-dire qu'il y  
15 a d'autres mesures qui sont disponibles pour  
16 protéger le procès, le droit de l'accusé à un  
17 procès équitable, il y a la récusation des jurés,  
18 les directives du juge, etc., etc.

19 Il ne faut pas émettre une ordonnance de  
20 non-publication parce que c'est la chose prudente à  
21 faire, il faut l'émettre seulement si c'est  
22 absolument nécessaire, que seulement si sans cette  
23 ordonnance un procès équitable sera impossible.

24 Alors, je vous remercie.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Est-ce que quelqu'un d'autre des médias, sans  
3 répéter ce qui a déjà été dit?

4 REPRÉSENTATIONS PAR Me ÉRIC MEUNIER :

5 Pour ma part, Madame la juge, je représente  
6 Corporation Sun Media, Groupe TVA et Québecor  
7 Média, tout a vraiment été couvert par mes  
8 confrères, je ne voudrais pas répéter tout  
9 simplement. Je fais simplement joindre ma voix aux  
10 leurs et vous demander de conclure de la même façon  
11 qu'ils vous l'ont demandé.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Merci beaucoup. Oui.

14 REPRÉSENTATIONS PAR Me NADIA THIBAUT :

15 Bonjour, Madame la Présidente, Monsieur le  
16 Commissaire, Nadia Thibault pour Construction Frank  
17 Catania. Mes représentations dans un premier temps  
18 je vais me rallier aux conclusions du DPCP en ce  
19 qui concerne, là, Construction Frank Catania et  
20 Paul Catania.

21 Par contre, je voudrais profiter de cette  
22 ordonnance de non-publication, là, pour traiter  
23 d'un sujet précis qui n'est pas visé au nom d'un  
24 procès juste et équitable, mais plutôt à titre de  
25 protection de la vie privée de monsieur Catania et

1 par ricochet de la réputation de la compagnie  
2 Construction Frank Catania.

3 Alors, je ne veux pas prendre mes collègues  
4 par surprise.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Et relativement à quoi, à quel élément de preuve?

7 Me NADIA THIBAULT :

8 Relativement à, le problème qui a été soulevé par  
9 monsieur Trépanier, le problème d'alcoolisme de  
10 monsieur Catania.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Ah.

13 Me NADIA THIBAULT :

14 Donc, je ne veux pas surprendre mes collègues outre  
15 mesure, mais...

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Si vous me..., je m'excuse, je veux juste être bien  
18 située. Je pense que le problème d'alcoolisme a été  
19 évoqué par monsieur Trépanier même hors...

20 Me NADIA THIBAULT :

21 C'est en non-publication.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Hum. J'ai l'impression que, il me semble que dès le  
24 départ ou à un moment donné au cours du processus,  
25 il me semble qu'il a parlé que lui-même n'était

1 plus, je ne suis pas absolument certaine. Je sais  
2 qu'il y a fait référence. A-t-il fait référence? Il  
3 a dit que lui-même il y avait le avant puis le  
4 après Bernard Trépanier, parce qu'il avait un  
5 problème d'alcool. Je sais au moins qu'il a dit  
6 qu'il était pour en parler peut-être en non-  
7 publication de ce problème-là. Je ne suis pas  
8 certaine.

9 Me SIMON TREMBLAY :

10 Effectivement, si je peux me permettre. Il y a René  
11 Fortin qui assiste à la majorité des auditions me  
12 dit qu'il y a, le problème a été abordé en  
13 publication, mais on n'a pas nommé le nom de  
14 monsieur Catania. Mais à tout événement je pense  
15 qu'on peut faire le débat et on fera les  
16 vérifications. Évidemment si ça a été mentionné en  
17 publication, bien ça va court-circuiter le débat,  
18 sinon, bien, à ce moment-là, bien, les  
19 représentations de Maître Thibault pourront à ce  
20 moment-là être analysées et traitées en  
21 conséquence.

22 Me NADIA THIBAUT :

23 Donc, en fait, ce que je vise aujourd'hui...

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Ça vous va?

1 Me NADIA THIBAULT :

2 Oui, c'est parfait.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 O.K.

5 Me NADIA THIBAULT :

6 En fait, ce que je vise aujourd'hui, c'est  
7 d'apporter des conclusions supplémentaires à  
8 l'ordonnance de non-publication, des conclusions  
9 qui se rapporteraient à des demandes de non-  
10 publication au niveau permanentes, donc permanentes  
11 sur les passages que je vais vous reprendre, il n'y  
12 en a pas tant que ça, on est sur cinq pages, qui  
13 traitent de ce problème-là spécifiquement, de ce  
14 sujet-là, aussi, de surseoir au dépôt de votre  
15 décision relativement à cette conclusion-là dans un  
16 délai de quarante-huit (48) heures pour nous  
17 permettre d'aller en révision judiciaire si jamais  
18 il serait opportun de le faire et également de  
19 viser le débat en non-publication, que ce soit le  
20 résumé de madame Gagnon qui traitait, qui a repris,  
21 finalement, le problème d'alcoolisme ou mes  
22 représentations, que ce soit également tenu de  
23 façon permanente en non-publication. Donc, c'est ce  
24 que je vise aujourd'hui par mes représentations.

25 Alors, c'est surtout l'article 5 et

1 l'article 35 du code civil du Québec qui sont  
2 identifiés ici, donc, on parle de la vie privée, la  
3 dignité d'une personne et la réputation, donc, par  
4 ricochet, la réputation de la compagnie également.  
5 Donc, permettre la divulgation dans le domaine  
6 public de ces passages-là n'apporteront rien aux  
7 citoyens, à la population, relativement à la  
8 compréhension de ce qui se passe à la Commission,  
9 de la compréhension de l'avancement des travaux de  
10 la Commission ou encore sur le témoignage de  
11 monsieur Trépanier. Que ces passages-là soient  
12 exclus en non-publication du domaine public, il n'y  
13 aura pas d'effet négatif pour la population. La  
14 seule chose qu'il pourrait y avoir, c'est... ça  
15 serait diffamatoire, en fait, de pouvoir permettre  
16 à ce que ces passages-là puissent s'en aller dans  
17 le domaine public. Ça serait diffamatoire pour  
18 monsieur Catania qui n'est pas celui qui est venu  
19 dire qu'il avait un problème d'alcoolisme, n'est  
20 pas celui qui a consenti à ce que ces discussions-  
21 là ou ces faits-là sortent et il n'a certainement  
22 pas non plus... ce n'est pas non plus des éléments  
23 qui sont connus du public actuellement, jamais il  
24 n'a été mention dans les journaux ou quoi que ce  
25 soit que monsieur Catania avait un problème

1 d'alcoolisme, donc, pour ces raisons, il est un  
2 tiers innocent dans cette situation-là et je crois  
3 qu'il est important de maintenir le caractère de la  
4 vie privée pour un tiers innocent qui n'a pas  
5 consenti et autorisé une telle divulgation.

6 Pour appuyer mes prétentions, j'ai la  
7 décision de Canada contre Courtemanche qui était,  
8 en fait, un reportage de La Facture, où on tentait  
9 de diffuser l'adresse, le nom, des informations  
10 comme privilégiées de monsieur Courtemanche aussi,  
11 il y avait des caméras cachées, on essayait de...  
12 on essayait, justement, d'atteindre sa vie privée.  
13 Dans cette décision-là, la Cour d'Appel a rejeté,  
14 par exemple, l'injonction qui avait été présentée  
15 par monsieur Courtemanche, mais les critères...

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Avez-vous les autorités?

18 Me NADIA THIBAUT :

19 Oui, je les ai. Mais les critères, quant au respect  
20 de la vie privée sont très bien énoncés, donc,  
21 c'est un intérêt légitime du public à prendre  
22 connaissance de l'information qu'on veut divulguer,  
23 donc dans le cadre qui nous occupe, il n'y a pas  
24 d'intérêt légitime du public à prendre connaissance  
25 de l'information qu'on veut divulguer. Et l'autre

1 critère, c'était une justification raisonnable de  
2 divulguer une information de la vie privée. Donc,  
3 dans le cadre du mandat qui est confié à la  
4 Commission, je ne crois pas qu'il est justifié et  
5 raisonnable de divulguer cette information à  
6 caractère privé sans l'autorisation de monsieur  
7 Catania.

8 Peut-être en réplique, déjà, ou en  
9 anticipation d'une réplique de mes confrères des  
10 médias, là, c'est important de savoir que le test  
11 qui a été discuté dans l'arrêt de Vice Versa, il y  
12 a un test qui a discuté à savoir si... le critère  
13 était de savoir s'il était socialement utile de  
14 divulguer ou non cette information-là et  
15 l'honorable Juge L'Heureux-Dubé, dans cette  
16 décision-là, est venu à la conclusion que le  
17 critère n'est pas de savoir si c'est socialement  
18 utile mais bien si ça porte atteinte à la vie  
19 privée.

20 Alors, je suis rendue à vous identifier les  
21 passages dans lesquels mes conclusions sont visées.  
22 À la page 32, paragraphe 13, jusqu'à la page 33,  
23 paragraphe 18 inclusivement.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Non. Non, non. C'est jusqu'à la page 34, j'imagine.



1 Me NADIA THIBAUT :

2 Bien, c'est juste que...

3 (15:33:03)

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Non.

6 Me NADIA THIBAUT :

7 ... j'ai vraiment voulu là...

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Non, non, mais c'est parce que...

10 Me NADIA THIBAUT :

11 ... scinder les passages précis précis là.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 O.K. Mais, c'est parce qu'à la page 32, ligne 13

14 dites-vous.

15 Me NADIA THIBAUT :

16 Oui.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Bien, c'est parce que page 32, ligne 13...

19 Me NADIA THIBAUT :

20 Oui.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 ... je vais en profiter, c'est non-publication

23 [...] du moment que le contrat est

24 qualifié, du moment qu'il a été

25 qualifié et sélectionné comme

1                               contracteur [...]

2       Moi, je n'ai pas la même chose que vous là. O.K.

3       Alors, à partir disons de la ligne 20 :

4                               À partir d'aujourd'hui, je voudrais  
5                               que tu t'occupes de mon fils. Faites  
6                               n'importe quelle enquête, il a eu  
7                               trois rechutes...

8       Alors, c'est plutôt ça.

9       Me NADIA THIBAULT :

10      Oui. Et peut-être 17 parce que là on parle de :

11                              [...] Frank Catania qui m'a confié un  
12                              mandat [...]

13      LA PRÉSIDENTE :

14      Oui, oui.

15      Me NADIA THIBAULT :

16      C'est parce que ça vient...

17      LA PRÉSIDENTE :

18      Oui.

19      Me NADIA THIBAULT :

20      ... ça vient comme asseoir la table un petit peu  
21      là.

22      LA PRÉSIDENTE :

23      Mais, quand on parle du problème d'alcool là,  
24      c'est... si on veut circonscrire le débat de façon  
25      plus pointue, ce serait page 32, à partir de la

1 ligne... en tout cas, 18, ligne 18 jusqu'à la page  
2 33, ligne 23.

3 Me NADIA THIBAUT :

4 O.K. Si vous voulez englober le « pardon », la  
5 ligne 19, c'est correct, il n'y a pas de problème.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Non, la ligne... non, c'est la réponse :

8 [...] il buvait le matin, il buvait  
9 entre huit heures et demie (8 h 30) et  
10 neuf heures et demie (9 h 30) dans les  
11 réunions de chantier, c'est pour ça  
12 que vous deviez le surveiller [...]

13 Me NADIA THIBAUT :

14 Moi, j'ai :

15 Il buvait le matin, lui.

16 R. Pardon! Il buvait le matin, mais  
17 c'est correct.

18 Écoutez, oui, c'est...

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Bien, non, moi, c'est...

21 Me NADIA THIBAUT :

22 On n'a pas les mêmes...

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Mais, c'est parce qu'à la page 33, la question qui  
25 est posée évoque qu'une personne buvait le matin

1           entre huit et demie et neuf et demie (8 h 30-  
2           9 h 30).

3           Me NADIA THIBAUT :

4           C'est ça. Donc, moi, je l'inclus, le 18, je  
5           l'inclus.

6           LA PRÉSIDENTE :

7           C'est ça.

8           Me NADIA THIBAUT :

9           Mais, le 19, je le laissais aller, mais je  
10          comprends qu'il n'y a pas... ça ne fait pas de sens  
11          si on le laisse là, donc ça ne me dérange pas que  
12          vous l'intégriez là.

13          LA PRÉSIDENTE :

14          C'est parce qu'on n'a pas la même...

15          Me NADIA THIBAUT :

16          On n'a pas la même version.

17          M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

18          Pas juste la 19, la 20 aussi là.

19          LA PRÉSIDENTE :

20          Oui, c'est parce qu'on n'a pas la même version là.

21          Me NADIA THIBAUT :

22          Et 20 à 23. Et 20 à 23 aussi.

23          LA PRÉSIDENTE :

24          Non, c'est ce que je vous dis.

25

1 Me NADIA THIBAULT :

2 Oui, c'est ça.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Jusqu'à 23.

5 Me NADIA THIBAULT :

6 C'est ça. O.K. Parfait. Ensuite, je me rends à la  
7 page... - 33, 20 à 23, on l'a couvert - 35, donc  
8 paragraphe 6, de la virgule, de la première  
9 virgule...

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Pas le paragraphe, la ligne.

12 Me NADIA THIBAULT :

13 La ligne 6. Pardon. La première virgule à la ligne  
14 7, première virgule. Ensuite, toujours à la même  
15 page, ligne 13 à la ligne 17. Ensuite, la ligne 20  
16 - mais là je comprends qu'on pourrait faire de 13 à  
17 20 là, suivant votre raisonnement de tantôt.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Bien, ce n'est pas mon raisonnement là, c'est ce  
20 que...

21 Me NADIA THIBAULT :

22 Non, mais, moi, j'essaie d'en couvrir le... d'en  
23 laisser le plus possible là, mais c'est parfait.  
24 Ensuite, de 20, la ligne 20, toujours à la page 35,  
25 jusqu'à la ligne 25.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Non, attendez là.

3 Me NADIA THIBAULT :

4 C'est parce que c'est une séquence, hein, c'est...

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Oui, c'est parce qu'on ne peut pas, sous l'argument  
7 que vous présentez, mettre tout, toutes les  
8 rencontres qu'il peut avoir avec le fils quand on  
9 ne parle pas d'alcool.

10 Me NADIA THIBAULT :

11 Non. Ça, je vous suis. Ça, je suis d'accord.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 O.K. O.K.

14 Me NADIA THIBAULT :

15 C'est jusque je ne voudrais pas non plus qu'on  
16 laisse des portions qui pourraient laisser  
17 prétendre ou laisser entendre que...

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Oui. Ça, bien, je verrai là.

20 Me NADIA THIBAULT :

21 Oui, c'est ça.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Mais...

24 [...] parce que j'allais dîner avec  
25 lui, je l'ai, je l'ai fait depuis et

1                            je le referais [...]

2            Me NADIA THIBAUT :

3            Hum, hum.

4            LA PRÉSIDENTE :

5            En tout cas, j'en prends note.

6            Me NADIA THIBAUT :

7            Ensuite, je me rends à la page 36. Alors, la ligne  
8            4... en fait, non, ce paragraphe-là... Excusez, je  
9            recommence là. Ce serait de la ligne 2 à la ligne 7  
10           et je m'explique. C'est qu'on fait référence à une  
11           date, le onze (11) janvier deux mille sept (2007)  
12           et je le sais qu'il y a eu des pièces qui ont été  
13           déposées où qu'on présentait, si on veut, les  
14           rencontres. Donc, si on se réfère à ces pièces-là  
15           et qu'on peut identifier que monsieur Catania était  
16           présent et que, ici, il est biffé, on va pouvoir  
17           faire une association de fait comme de quoi qu'on  
18           parle de monsieur Catania. Je ne sais pas si vous  
19           me suivez.

20           LA PRÉSIDENTE :

21           Bien, est-ce que je vous... oui, je vous suis si on  
22           parle de monsieur Catania, mais on ne parle pas  
23           d'alcool.

24           Me NADIA THIBAUT :

25           Non.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Alors, ça n'exclut pas la présence de monsieur  
3 Catania présent à ce souper-là.

4 Me NADIA THIBAULT :

5 Vous êtes d'accord. Oui.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Mais on ne parle pas d'alcool.

8 Me NADIA THIBAULT :

9 C'est correct. Vous êtes d'accord, c'est juste que  
10 le DPCP avait biffé ce bout-là.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Oui. Non non, mais c'est pour une autre raison.

13 Me NADIA THIBAULT :

14 Oui. C'est ça. Exact. Donc, vu que je me ralliais  
15 aussi...

16 LA PRÉSIDENTE :

17 C'est pour un autre motif, oui.

18 (15:37:16)

19 Me NADIA THIBAULT :

20 Parfait. O.K. On continue. À la page 36 toujours,  
21 la ligne 16 à la ligne 25. Ensuite à la page 37, ça  
22 se poursuit jusqu'à la ligne 7.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Bien... Oui, O.K. Alors, à la page 37?

25



1 Me NADIA THIBAUT :

2 Oui. Jusqu'à la ligne 7.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Oui.

5 Me NADIA THIBAUT :

6 Ensuite la ligne 14, de la première virgule,  
7 jusqu'à la ligne 15. Et ça complète.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 O.K.

10 Me NADIA THIBAUT :

11 Merci beaucoup.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Merci. Est-ce que quelqu'un... Oui, Maître?

14 REPRÉSENTATIONS Me SIMON TREMBLAY :

15 Oui, si je peux me permettre, Madame la Présidente,  
16 Monsieur le Commissaire...

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Oui.

19 Me SIMON TREMBLAY :

20 Faire peut-être un peu un point, le point ici. En  
21 ce qui a trait au niveau des procureurs de la  
22 Commission, là, je pense que vos décisions  
23 antérieures apportent un éclairage sur le droit qui  
24 devrait gouverner les faits qu'on vous a présentés  
25 cet après-midi. Il y a deux choses, cependant, que

1 j'aimerais spécifier.

2 Premièrement, effectivement, comme on l'a  
3 souligné brièvement tout à l'heure, maître Gallant,  
4 ou procureur chef adjoint, a parlé avec maître  
5 Rock, qui ne pouvait être présent cet après-midi.  
6 Il fait seulement le message suivant, à savoir  
7 qu'il réitère tous et chacun des arguments qu'il a  
8 soulevés lors du débat sur l'objection qui  
9 précédait le dépôt de l'écoute électronique dont il  
10 a déjà été entretenu cet après-midi, d'une part.

11 D'autre part, il y a eu des discussions  
12 avec maître Gallant également et maître Louis  
13 Demers. Louis Demers est ici cet après-midi pour  
14 représenter Pierre Bibeau dans le cadre d'une  
15 requête pour obtenir un statut. Mais, après  
16 discussion avec maître Gallant et un peu avec moi-  
17 même, il nous explique qu'il est également l'avocat  
18 de Bernard Poulin dans le dossier civil d'où  
19 provient l'enregistrement en question, l'écoute  
20 électronique en question. Et dans ce contexte-là,  
21 et suite à... et, pas de concert mais avec l'accord  
22 des procureurs, il aimerait s'adresser à la  
23 Commission exclusivement sur l'écoute électronique.  
24 LA PRÉSIDENTE :  
25 Oui mais il n'est pas... Il n'est pas une partie,

1 il n'est pas un intervenant, il n'est pas...

2 Me SIMON TREMBLAY :

3 Non, sauf que...

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Relativement à cette écoute-là, là.

6 Me SIMON TREMBLAY :

7 Je suis d'accord avec vous, sauf qu'il a quand même  
8 un intérêt, et ponctuellement dans ce contexte-là.

9 On l'a vu, d'ailleurs, dans le passé, lorsque des  
10 accusés sont intervenus ponctuellement sur des  
11 requêtes même s'ils n'avaient pas de statut. Je  
12 pense, rapidement, à Frank Zampino via la voix de  
13 maître Sheppard, qui était venu s'adresser à la  
14 Commission. Dans ce contexte-là, je pense que ça  
15 vaut minimalement la peine, et maître Gallant  
16 également, d'entendre les représentations de maître  
17 Demers. Est-ce qu'elles seront retenues, ça demeure  
18 une autre question.

19 Il va nous expliquer en détail pourquoi il  
20 désire intervenir, parce que je vous le dis très  
21 sommairement, et, comme je vous disais, maître  
22 Gallant m'a dit que minimalement, ça serait  
23 opportun de l'entendre, et on verra... vous verrez,  
24 plutôt, dans la décision, s'il y a lieu de retenir  
25 d'une poin... d'une part, dis-je, son intervention

1       quant à la raison de l'affaire, et si oui, bien,  
2       finalement, le contenu même de ses représentations.

3       LA PRÉSIDENTE :

4       C'est parce que j'ai quand même un certain... un  
5       certain malaise du fait qu'il n'a aucun statut.  
6       Alors, si on se met à...

7       Me SIMON TREMBLAY :

8       Sauf que c'est quand même... Et là il est - il me  
9       corrigerait si je me trompe, mais je comprends qu'il  
10      prend le chapeau d'avocat de monsieur Poulin. Les  
11      écoutes électroniques, la problématique des écoutes  
12      électroniques, leur caractère illégal, et même  
13      l'avis 95 qui est débattu devant la Juge Gibeau  
14      l'est par l'entremise, par le ministère de maître  
15      Demers pour monsieur Poulin, donc, minimalement,  
16      maître Gallant suggère qu'on devrait peut-être  
17      l'écouter, voir ce qu'il a à dire, pourquoi,  
18      justement, il aurait le droit d'intervenir, et à ce  
19      moment-là écouter ce qu'il a à dire, et vous  
20      pourrez en disposer dans votre décision, là. Je ne  
21      pense pas que ses représentations vont être très,  
22      très longues, donc... Dans les circonstances, on  
23      n'a pas grand-chose à perdre à l'entendre vous  
24      expliquer pourquoi il devrait intervenir.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Ce n'est pas ça. C'est le précédent. Alors, allez-  
3 y, Maître Demers.

4 REPRÉSENTATIONS PAR Me LOUIS DEMERS :

5 (Inaudible micro fermé) informer de ce qui suit.

6 C'est qu'effectivement ce que je comprends c'est  
7 qu'il y a eu une objection qui a été fait par  
8 maître Rock au dépôt des enregistrements et ce que  
9 je comprends c'est que vous avez pris sous réserve  
10 son objection.

11 Et dans ce cadre-là je pense que simplement  
12 là-dessus vous devriez dans l'intervalle de votre  
13 décision sur l'acceptation du dépôt de ces pièces-  
14 là maintenir, maintenir l'ordonnance de non-  
15 publication relativement à ces conversations-là.  
16 C'est le premier point.

17 L'autre chose, Madame la Présidente, et  
18 Monsieur le Commissaire, qu'il faut absolument  
19 savoir c'est qu'effectivement il y a une action qui  
20 a été intentée en cour supérieure par mon client  
21 monsieur Poulin parce qu'il y avait une première  
22 publication par La Presse du contenu de ces  
23 conversations-là qui sont déposées devant vous. La  
24 Presse par la suite a décidé de retirer les  
25 enregistrements de son site Internet, mais après le

1       délai de prescription pour les poursuivre en vertu  
2       de la Loi sur la presse ont décidé de republier une  
3       partie des enregistrements qu'il y avait, qu'ils  
4       avaient déjà publié une première fois.

5               Et c'est à ce moment-là que mon client a  
6       pris des procédures judiciaires contre monsieur  
7       Noël, André Noël et La Presse pour faire valoir que  
8       leurs comportements allaient à l'encontre des  
9       dispositions du Code civil, des dispositions des  
10      Chartes et des dispositions du Code criminel.

11             En défense La Presse et monsieur Noël ont  
12      fait valoir que les dispositions du Code criminel  
13      leur étaient inopposables, étaient inopposables aux  
14      journalistes, d'où un avis sous 95 qui a été envoyé  
15      et le procureur général est intervenu dans notre  
16      dossier.

17             De telle sorte que nous avons des  
18      représentations à faire certainement lorsque vous  
19      déciderez du maintien ou non dans votre dossier des  
20      dépôts des enregistrements qui ont été faits.  
21      Cependant, tout ça, Madame la Présidente, et je me  
22      permets de vous le souligner très, très  
23      respectueusement, tout ça est cousu de fil blanc.  
24      Les médias n'apprendront rien de ce qui a été  
25      déposé devant vous, ils ont déjà les

1 enregistrements, ils ont déjà diffusé, ils les ont  
2 laissé sur Internet depuis fort longtemps et ces  
3 documents-là se retrouvent dans le dossier civil,  
4 compte tenu de la procédure que nous avons  
5 intentée.

6 (15:44:50)

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Oui, ce qu'on a déposé devant la Commission...

9 Me LOUIS DEMERS :

10 C'est ça.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 ... hier, c'était les procès-verbaux du dépôt des  
13 conversations...

14 Me LOUIS DEMERS :

15 Exactement.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 ... que vous avez déposé.

18 Me LOUIS DEMERS :

19 Oui, oui, tout à fait.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Et puis qu'il n'y a pas de scellé sur les  
22 conversations...

23 Me LOUIS DEMERS :

24 C'est-à-dire que, Madame la Présidente...

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 ... puis il n'y a pas eu d'ordonnance de non-  
3 publication...

4 Me LOUIS DEMERS :

5 Non, c'est très, très difficile.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 ... ça serait indiqué dans les procès-verbaux, là.

8 Me LOUIS DEMERS :

9 Vous avez raison, Madame.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Et d'autant plus que les procureurs de la  
12 Commission ont pu obtenir cette conversation et ces  
13 transcriptions de conversations...

14 Me LOUIS DEMERS :

15 Tout à fait.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 ... à partir du dépôt en cour supérieure.

18 Me LOUIS DEMERS :

19 Tout à fait, Madame, tout à fait, Madame la  
20 Présidente. Et effectivement c'est de là que ça  
21 provient. Maintenant je peux vous dire qu'il est  
22 extrêmement difficile d'obtenir en civil une  
23 ordonnance de non-publication ou une ordonnance de  
24 mise sous scellé. Il s'agit...

25



1 LA PRÉSIDENTE :

2 Je pense qu'elle n'a même pas été demandée.

3 Me LOUIS DEMERS :

4 Non, elle n'a pas été demandée, Madame la  
5 Présidente, parce que c'est une évidence  
6 qu'effectivement ce n'est pas, ça ne va pas à  
7 l'encontre des bonnes moeurs contre l'ordre public,  
8 le dépôt des..., sauf que je peux vous dire que  
9 depuis le dépôt en question il n'y a pas eu  
10 beaucoup de diffusion du contenu de ces  
11 enregistrements-là.

12 Et là, donc, ce qu'on vous demande c'est de  
13 dire : Bien, écoutez, rendez-nous une ordonnance  
14 nous permettant de les diffuser puis on dira bien  
15 voici madame la juge ou enfin la Commission nous a  
16 permis, a levé l'interdiction de publication, nous  
17 nous autorisons de ça pour reprendre la diffusion.  
18 Ils ne l'ont pas fait, Madame la Présidente,  
19 depuis, depuis notre procès parce qu'ils savent que  
20 ça va à l'encontre des..., la diffusion de  
21 conversations téléphoniques illégalement  
22 enregistrées va à l'encontre des dispositions du  
23 Code civil, du Code criminel et de la Charte.

24 Maintenant, il y a un point...

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Est-ce que ce n'est pas ce que la juge Gibeau doit  
3 trancher?

4 Me LOUIS DEMERS :

5 C'est juste, c'est ce que nous plaignons, Madame.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Mais ce n'est pas tranché.

8 Me LOUIS DEMERS :

9 Non, ce n'est pas tranché.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 O.K.

12 Me LOUIS DEMERS :

13 Vous avez raison, mais nous avons bon espoir  
14 qu'elle tranchera en notre faveur. Et j'aimerais  
15 d'ailleurs peut-être pour que vous compreniez bien  
16 la problématique.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 D'ailleurs, est-ce que, où en sont rendues les  
19 procédures relativement à ça?

20 Me LOUIS DEMERS :

21 Les procédures c'est que j'ai déposé une plaidoirie  
22 écrite, mon collègue devait déposer la sienne, mais  
23 il a fait une requête pour réouverture d'enquête de  
24 telle sorte que certaines parties du témoignage...  
25 de témoignages rendus devant vous, en Commission,

1           puissent servir de complément de preuve en  
2           réouverture d'enquête dans notre dossier.

3                   Je m'y objecterai pour différentes raisons  
4           que vous pouvez deviner. Mais nous en sommes là. Il  
5           devait produire sa plaidoirie que nous attendions  
6           au quinze (15) avril et à la dernière minute, il a  
7           dit: « Je demande l'autorisation de ne pas produire  
8           parce que je demande une réouverture d'enquête. »

9           LA PRÉSIDENTE :

10          O.K.

11          Me LOUIS DEMERS :

12          Qui est fait, présentable, on ne connaît pas la  
13          date encore.

14          LA PRÉSIDENTE :

15          Suite au témoignage de qui?

16          Me LOUIS DEMERS :

17          Bien, c'est suite au témoignage de monsieur  
18          Trépanier. Ils ont déposé l'ensemble du témoignage  
19          de monsieur Trépanier. Ils ont déposé un document  
20          attestant du fait que mon client aurait parlé je ne  
21          sais pas combien de fois avec monsieur Trépanier.  
22          Ils ont déposé ça dans le dossier comme complément  
23          de preuve, semble-t-il. Il y aura un débat qui  
24          sera ouvert là-dessus, mais je pense que, par  
25          contre, ça devrait peut-être intéresser certains

1 des procureurs de la Commission, le débat qui y  
2 sera fait, à cette occasion-là.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 O.K.

5 Me LOUIS DEMERS :

6 Mais, Madame la Présidente, j'aimerais bien, juste  
7 pour que vous compreniez, là vous allez comprendre  
8 seulement que notre position, mais j'aimerais  
9 pouvoir vous déposer simplement notre plaidoirie  
10 écrite que nous avons soumise, parce  
11 qu'effectivement, Madame la Juge Gibeau pourrait,  
12 dans six mois, de dire: « Écoutez »...

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Mais ici là...

15 Me LOUIS DEMERS :

16 Oui.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Quel droit fondamental serait enfreint?

19 Me LOUIS DEMERS :

20 Bien, Madame, c'est toute la question de l'atteinte  
21 à la vie privée. Je vais vous citer, Madame la  
22 Juge, je voudrais vous référer, Madame la  
23 Présidente, je voudrais vous référer à plusieurs  
24 jugements de la Cour d'Appel, mais un en  
25 particulier qui est très clair. C'est dans l'arrêt

1 de Ville de Mascouche contre Houle.

2 Et dans Houle, je vais vous expliquer, là,  
3 le débat qui était devant la Cour d'Appel. C'est  
4 que madame Houle était une employée de la Ville de  
5 Mascouche. Elle a été congédiée et son voisin - je  
6 ne sais pas si vous connaissez l'arrêt, Madame la  
7 Présidente - mais je peux vous dire que la Cour  
8 d'Appel, donc, c'était des enregistrements  
9 carrément illégaux, tout à fait similaires à notre  
10 dossier, là, des enregistrements illégaux faits du  
11 domicile de madame Houle comme les enregistrements  
12 ont été faits illégalement du domicile de monsieur  
13 Trépanier. La Cour d'Appel après... puis il y a  
14 d'autres jugements qui ont suivi au même effet,  
15 selon nous, la Cour d'Appel... et là, madame  
16 poursuivait son employeur et la Ville de Mascouche  
17 et la Ville de Mascouche a voulu déposer devant la  
18 Cour les enregistrements illégalement obtenus. Et  
19 ce que... pour, prétendaient-ils, pour connaître la  
20 vérité puis que la vérité avait tous les droits y  
21 compris une preuve par...

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Mais c'était dans le cadre de quoi, exactement?

24 C'était dans le cadre d'une poursuite?

25

1 Me LOUIS DEMERS :

2 Dans le cadre d'une poursuite, oui.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Ici, il n'y a pas de poursuite.

5 Me LOUIS DEMERS :

6 Non, non, je comprends, il n'y a pas de  
7 poursuite...

8 LA PRÉSIDENTE :

9 O.K.

10 Me LOUIS DEMERS :

11 ... mais il y a un principe qui a été établi par la  
12 Cour d'Appel et effectivement, cette preuve-là, le  
13 dépôt de cette preuve-là en Cour, d'enregistrements  
14 illégalement obtenus, discrédite l'administration  
15 de la justice. Je voudrais vous lire, peut-être,  
16 certains passages. On pourra peut-être débattre,  
17 Madame la Présidente, ultérieurement.

18 Par ailleurs, la surveillance  
19 électronique est le pire destructeur  
20 de la vie privée. Elle est d'autant  
21 plus grave ici qu'on a intercepté les  
22 conversations personnelles faites par  
23 madame Houle à partir de sa résidence.

24 Et on va, Madame la Présidente... je n'ai aucune  
25 indication à dire qu'aux yeux d'une personne

1       raisonnable, objective et bien informée de toutes  
2       les circonstances de l'affaire, l'administration de  
3       la justice serait davantage déconsidérée par  
4       l'utilisation de cette entreprise d'écoute  
5       clandestine devant un tribunal que par les  
6       inconvénients occasionnés par le processus de  
7       recherche de la vérité. Alors, c'est ce que nous  
8       plaidons. C'est ce que nous plaidons.

9               Ces enregistrements-là sont illégaux et  
10       même dans le cadre de la recherche de la vérité,  
11       ils devraient être rayés du dossier. Maintenant, je  
12       fais ces représ... moi, je représente, Madame la  
13       Présidente, je représente... et monsieur le  
14       commissaire, je représente monsieur Poulin. Je ne  
15       représente pas monsieur Trépanier, je ne représente  
16       pas les autres personnes avec qui monsieur  
17       Trépanier a eu des conversations téléphoniques  
18       illégalement enregistrées. Ce que je peux vous  
19       dire, par contre...

20       LA PRÉSIDENTE :

21       C'est parce que j'essaie juste de savoir quel droit  
22       est enfreint à partir du moment où l'article 193.3  
23       a été rempli, les conversations ont été, elles,  
24       divulguées et ont été... ont fait l'objet de  
25       publicité. Et par ailleurs, en ce qui concerne

1 la...

2 Me LOUIS DEMERS :

3 Oui.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Est-ce que vous connaissez la règle... l'article 41  
6 de nos règles de procédure?

7 Me LOUIS DEMERS :

8 Bien, écoutez, je les ai devant moi, Madame la  
9 Présidente.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Bien :

12 Les commissaires peuvent recevoir  
13 toute preuve qu'ils jugent  
14 pertinente...

15 Me LOUIS DEMERS :

16 Oui.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 ... au mandat de la Commission, que  
19 celle-ci soit admissible devant une  
20 cour de justice ou non, en prenant  
21 soin d'apprécier sa valeur probante eu  
22 égard aux conséquences de son  
23 admission et en respectant les droits  
24 fondamentaux de son auteur ou des  
25 personnes qui peuvent en être



1 affectées.

2 Me LOUIS DEMERS :

3 Madame la Présidente, vous avez tout à fait raison.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 O.K.

6 Me LOUIS DEMERS :

7 Sauf que quand vous lirez les jugements de la Cour  
8 d'appel que je vais vous soumettre, vous allez  
9 constater que, effectivement, c'est une preuve  
10 tellement illégale qu'on ne devrait même pas  
11 accepter son dépôt. Alors, je vous sou mets  
12 respectueusement...

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Mais, où est le préjudice?

15 Me LOUIS DEMERS :

16 Le préjudice, Madame la Présidente, c'est  
17 qu'effectivement lorsqu'on divulgue le contenu de  
18 conversations téléphoniques illégalement  
19 enregistrées, on viole la vie privée des personnes  
20 qui ont ces conversations-là. C'est dans le but de  
21 la protection des... de la vie privée des  
22 interlocuteurs que et le Code civil et la Charte et  
23 le Code criminel interdisent la diffusion. Et là ce  
24 qu'on vous demande, il y a un tribunal qui va  
25 décider de ça, Madame la Présidente, qui va décider

1 de ça et qui va décider... et peut-être que nous  
2 avons tort, nous sommes certain d'avoir raison.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Ça, je suis d'accord avec vous.

5 Me LOUIS DEMERS :

6 Mais, dans l'intervalle, mais en fait, dans  
7 l'intervalle, Madame la Présidente, je pense qu'il  
8 serait plus prudent, hein, de maintenir  
9 l'ordonnance de non-publication de ces... de la  
10 conversation qu'a eu mon client avec monsieur  
11 Trépanier. Au cas où vous maintiendriez  
12 l'objection, au cas où les représentations que l'on  
13 vous ferait, au cas qu'un jugement de la Cour  
14 supérieure dirait que c'est illégal de déposer ça  
15 devant tous tribunaux et, je suppose, devant une  
16 commission également. Je voudrais, Madame la  
17 Présidente...

18 LA PRÉSIDENTE :

19 C'est juste que les règles ne sont pas les mêmes.

20 Me LOUIS DEMERS :

21 Oui, vous avez raison, Madame la Présidente, les  
22 règles ne sont pas les mêmes, puis vous avez une  
23 plus grande largesse dans l'appréciation de la  
24 preuve qui est déposée devant vous. Mais là, on est  
25 dans l'attaque fondamentale d'un droit à la vie

1 privée et nous avons fait un procès de plusieurs  
2 semaines là-dessus.

3 Je vais vous laisser, si vous me permettez,  
4 le jugement auquel j'ai fait référence et je vais  
5 vous laisser également la plaidoirie magnifique  
6 qu'on a fait écrite et qu'on a déposée devant  
7 madame la juge Gibeau qui pourra peut-être vous  
8 aider et vous éclairer dans le cadre de votre... de  
9 la décision que vous avez à rendre. Mais, dans  
10 l'intervalle - je me répète, mais - dans  
11 l'intervalle, il me semble que vous devriez agir  
12 avec prudence relativement... Écoutez... Oui.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Je ne... je ne me sens pas nécessairement à l'aise  
15 de prendre connaissance de cette plaidoirie que  
16 vous avez faite dans la mesure où je n'ai pas les  
17 deux... l'envers de la médaille.

18 Me LOUIS DEMERS :

19 Non.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Et je n'ai pas à trancher et je ne veux pas  
22 entrer... les enjeux présentés devant la juge  
23 Gibeau ne sont pas les mêmes que devant moi.

24 Me LOUIS DEMERS :

25 Non.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Moi, je ne suis saisie là que d'une requête en non-  
3 publication, alors...

4 Me LOUIS DEMERS :

5 Mais, je pense que...

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Et je ne vais pas entrer dans le fond du débat, ne  
8 serait-ce que par respect pour la juge Gibeau qui,  
9 elle, aura à trancher de ce problème-là.

10 Me LOUIS DEMERS :

11 Sauf qu'à ce moment-là - et je ne veux pas être...  
12 je ne veux pas prendre, Madame, la longue  
13 plaidoirie...

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Évidemment, par respect pour la Cour supérieure.

16 Me LOUIS DEMERS :

17 Pardon!

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Évidemment, par respect pour la Cour supérieure.

20 Me LOUIS DEMERS :

21 Mais, je ne voudrais pas, Madame la Présidente,  
22 tout reprendre toute l'argumentation qu'on a faite  
23 en Cour supérieure. Je ne pense pas que c'est le  
24 temps aujourd'hui de le faire. Par contre, je pense  
25 que vous devez considérer les décisions prononcées

1 par les tribunaux dont la décision de la Cour  
2 d'appel que je vais vous montrer, que je vais vous  
3 laisser, pour prendre votre décision sur la levée  
4 de l'interdiction ou pas. Et ça, à ce moment-là, je  
5 pourrais vous envoyer d'autres... parce qu'il y a  
6 eu beaucoup de jugements qui ont été cités, Madame.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Et c'est maintenant qu'on plaide, ce n'est pas dans  
9 trois mois et...

10 Me LOUIS DEMERS :

11 Bon. Bien, alors, écoutez, Madame la Présidente, si  
12 j'avais un jugement à vous soumettre, c'est celui  
13 que je vous remets, une décision de la Cour  
14 d'appel. C'est une preuve... le dépôt  
15 d'enregistrement illégalement obtenu discrédite  
16 l'administration de la justice.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Dans une cour de justice.

19 Me LOUIS DEMERS :

20 Dans une cour de justice.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 O.K.

23 Me LOUIS DEMERS :

24 Et je pense que ça... Mais, je rajouterais, Madame  
25 la Présidente, que... Ah! Je ne sais pas à qui je

1       dois la remettre là. Écoutez, Madame la Présidente,  
2       on a plaidé ça pendant plusieurs semaines, et j'ai  
3       un long plan d'argumentation que je ne vous  
4       soumettrai pas, mais il y a une immense  
5       problématique, Madame la Présidente. Et rappelez-  
6       vous que ce qui vous est demandé par les  
7       journalistes, c'est que soit divulgué quelque chose  
8       qu'ils savent. Qu'ils y aillent, au greffe de la  
9       Cour supérieure, chercher les dépositions. Qu'ils  
10      prennent la responsabilité, eux, de diffuser le  
11      contenu de ce qui a été dit devant madame la Juge  
12      Gibeau. Ils n'ont pas besoin de votre aval. Ils  
13      n'ont pas besoin d'une décision de votre part  
14      levant l'interdiction pour apprendre quelque chose.  
15      Ils ont cette information-là dans leur bureau, dans  
16      leurs tiroirs, et à la Cour. Allez la chercher, et  
17      diffusez-la si vous pensez d'y avoir droit. Moi je  
18      pense qu'ils vont avoir la prudence de ne pas le  
19      faire.

20               Parce qu'effectivement, depuis que nous  
21      avons intenté l'action, il n'y en a pas eu beaucoup  
22      de diffusion de ces enregistrements-là.

23      Respectueusement.

24      LA PRÉSIDENTE :

25      Merci.

1 Me SIMON TREMBLAY :

2 Je sais que...

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Juste un instant.

5 Me SIMON TREMBLAY :

6 Oui.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Maître Thibault, vous avez dit que vous aviez de la  
9 jurisprudence pour nous? Vous allez la remettre aux  
10 procureurs de la Commission? Oui.

11 Me SIMON TREMBLAY :

12 Madame la Présidente, la représentante du Directeur  
13 des poursuites criminelles et pénales me mentionne  
14 qu'elle a une réplique, là, et je ne sais pas  
15 également si les médias en auront une, mais  
16 minimalement, là...

17 LA PRÉSIDENTE :

18 O.K.

19 Me SIMON TREMBLAY :

20 ... le DPCP en a une.

21 (15:58:31)

22 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

23 Oui, effectivement, j'avais une courte réplique,  
24 pas aux arguments concernant...

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Bien, peut-être... Peut-être que vous aimeriez  
3 laisser la réplique à maître Gagnon d'abord?

4 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

5 Ah! Oui, si vous voulez, mais... Absolument. Mais  
6 ce n'était pas face...

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Ah! O.K.

9 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

10 En fait, c'est que mon collègue, maître Tremblay,  
11 s'est levé plus vite que moi, alors on peut  
12 effectivement terminer le débat. Je peux me  
13 rasseoir, terminer le débat soulevé par maître  
14 Demers. Moi, c'était vraiment une réplique par  
15 rapport aux arguments des médias, mais dans l'autre  
16 débat qui est fait aujourd'hui, j'ai...

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Bon. Comme vous voulez. Comme vous voulez.

19 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

20 Écoutez. Pour que ce soit plus simple, je n'ai  
21 aucune objection, là. Je reviendrai tantôt, et on  
22 pourrait continuer comme ça.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 O.K. Parfait. Maître Gagnon? Maître... C'est maître  
25 Bantey?



1 Me GENEVIÈVE GAGNON :

2 Ça va être maître Bantey pour le moment.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 O.K.

5 REPRÉSENTATIONS PAR Me MARK BANTEY :

6 Sur les représentations de maître Thibault, maître  
7 Thibault vous a cité les arrêts Vice-Versa et  
8 Courtemanche. Ces arrêts-là, ou ces décisions-là ne  
9 concernaient pas un procès ou une commission  
10 d'enquête. Vice-Versa concernait une publication,  
11 un magazine. Courtemanche concernait La Facture. Et  
12 dans le cas... Alors, les règles de la vie privée  
13 sont différentes lorsqu'on doit les appliquer dans  
14 le cadre de procès ou d'une commission d'enquête.  
15 C'est Mentuck et Dagenais qui s'appliquent.

16 Et l'arrêt de la Cour suprême, dans Sierra  
17 Club, est clair : dans le cadre d'un débat  
18 judiciaire, la Cour ne peut pas émettre une  
19 ordonnance de non-publication pour la seule raison  
20 de protéger un intérêt purement privé. Si le  
21 témoignage est pertinent, la règle de la publicité  
22 des débats judiciaires s'applique.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 O.K. En quoi est-ce que l'alcoolisme soulevé ou  
25 prétendu de monsieur Catania est pertinent au

1           débat...

2           Me MARK BANTEY :

3           On l'a... On l'a...

4           LA PRÉSIDENTE :

5           ... qui fait l'objet de la Commission?

6           Me MARK BANTEY :

7           Parce qu'on l'a écouté, et c'est son explication  
8           pour sa présence aux réunions. « J'étais là pour  
9           suivre Paolo Catania. C'est la seule raison que  
10          j'étais aux réunions. » Alors, si c'est un  
11          témoignage pertinent, la règle de la publicité des  
12          débats judiciaires s'applique, et c'est le principe  
13          Dagenais/Mentuck qui s'applique, et non pas Vice-  
14          Versa et Courtemanche. C'est complètement  
15          différent.

16          LA PRÉSIDENTE :

17          Alors ça entre... Quant à vous, ça entrerait dans  
18          l'explication disculpatoire.

19          Me MARK BANTEY :

20          Exactement.

21          LA PRÉSIDENTE :

22          O.K.

23          Me MARK BANTEY :

24          Et je pense que le public a intérêt à prendre  
25          connaissance du témoignage de monsieur Trépanier et

1 de ses explications pour sa présence aux réunions.  
2 Et l'intérêt public l'emporte sur l'intérêt  
3 purement privé de monsieur Catania.

4 Sur les représentations de maître Demers,  
5 je n'étais pas procureur au dossier de La Presse,  
6 mais la question fondamentale devant la Cour,  
7 devant la Juge Gibeau, c'est la question à savoir  
8 si on a porté atteinte à la vie privée de monsieur  
9 Poulin.

10 Vous ne pouvez pas présumer, à ce stade-ci,  
11 que les enregistrements étaient illégaux.  
12 D'ailleurs, personne ne sait... À moins que je ne  
13 me trompe, là, il n'y a pas eu de preuve sur qui a  
14 enregistré la fameuse conversation.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Non. Ici, je n'ai eu aucune preuve.

17 Me MARK BANTEY :

18 Et dans le procès civil non plus. Et... Alors, vous  
19 ne pouvez pas présumer que les enregistrements sont  
20 illégaux. Et de toute façon, comme vous l'avez  
21 souligné, à aucun mo...

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Parce que vous dites que... Parce que vous dites  
24 que les conversations sont présumées obtenues  
25 légalement.

1 Me MARK BANTEY :

2 Je ne dis pas ça, mais vous ne pouvez pas présumer  
3 à ce stade-ci que les enregistrements sont  
4 illégaux. Il n'y a aucune preuve devant vous. Et le  
5 fait demeure, Madame la Présidente, c'est que  
6 maître Demers, lorsque les conversations ont été  
7 introduites en preuve n'a pas demandé une mise sous  
8 scellé ou une ordonnance de non-publication, ils  
9 ont été rendues publiques, ils se trouvent dans un  
10 dossier public.

11 (16:02:41)

12 REPRÉSENTATIONS PAR Me GENEVIÈVE GAGNON :

13 Peut-être deux petits points si vous me le  
14 permettez à cet égard. Sur ce dernier point-là, moi  
15 je veux juste ramener l'élément que j'ai mentionné,  
16 c'est-à-dire que tout le débat quant à l'objection,  
17 le débat en lui-même quant à l'objection est  
18 grandement d'intérêt public, fait partie de la  
19 publicité des débats judiciaires et je pense que ça  
20 il n'y a pas d'objection de la part de personne à  
21 l'effet que le débat lui-même soit rendu public, ne  
22 soit pas sous ordonnance de non-publication.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Quel débat?

25

1 Me GENEVIÈVE GAGNON :

2 Le débat, dans le fond, l'objection soulevée par  
3 maître Rock et l'argumentation de maître Rock et  
4 maître Gallant, ça il n'y a pas personne qui  
5 demande que ça reste en non-publication. Là, on  
6 parle du fond des conversations actuellement.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Non, non, je pense que, non, on demande, maître  
9 Rock demande que les... que les conversations qui  
10 ont été enregistrées ou la conversation qui a été  
11 jouée et les transcriptions restent en non-  
12 publication.

13 Me GENEVIÈVE GAGNON :

14 Ça je le comprends.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Oui.

17 Me GENEVIÈVE GAGNON :

18 Et moi mon... pour moi ça ça fait partie du débat  
19 de l'objection au fond.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Hum, hum.

22 Me GENEVIÈVE GAGNON :

23 Mais moi ce que je vous plaide, c'est qu'outre  
24 l'objection au fond que vous devrez trancher...

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Oui.

3 Me GENEVIÈVE GAGNON :

4 ... bien tout ce débat-là sur l'objection c'est

5 aussi pertinent, c'est aussi d'intérêt public.

6 Donc, les représentations des procureurs ne

7 devraient pas rester en non-publication. À partir

8 du moment où on ne s'attarde pas... Moi je

9 m'attarde, là, aux représentations et non pas au

10 fond...

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Donc...

13 Me GENEVIÈVE GAGNON :

14 ... et non pas au débat sur le fond, mais sur les

15 représentations elles-mêmes tout ce débat-là aussi

16 est d'intérêt public et ce que je vous sou mets

17 c'est que ça fait partie du principe de la

18 publicité des débats judiciaires et que ça devrait

19 être rendu public. Parce que ça a été fait dans le

20 contexte, dans un contexte de non-publication

21 actuellement parce qu'on était en non-publication,

22 là, mais ce n'était pas pour ça qu'on était en non-

23 publication au moment où ça a été fait et...

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Oui, mais si, s'il advient que nous décidions que

1       ça doit rester en non-publication, le débat autour  
2       de ça ne doit pas être public.

3       Me GENEVIÈVE GAGNON :

4       Bien moi je vous soumets le contraire.

5       LA PRÉSIDENTE :

6       Bien c'est parce que...

7       Me GENEVIÈVE GAGNON :

8       Je vous soumets...

9       LA PRÉSIDENTE :

10       ... ça serait de faire indirectement ce qu'on veut  
11       éviter de faire directement.

12       Me GENEVIÈVE GAGNON :

13       Non, mais c'est pour ça que je fais la distinction,  
14       c'est pour ça que je fais la distinction. Il y a  
15       une grande partie du débat, moi je l'ai lu en ce  
16       sens-là pour...

17       LA PRÉSIDENTE :

18       O.K.

19       Me GENEVIÈVE GAGNON :

20       ... pour tenter de voir, bon, si je m'exclus du  
21       débat quant à l'objection elle-même, il y a une  
22       grande partie de l'argumentaire qui se fait sans  
23       qu'on parle du contenu des conversations. Ce que je  
24       comprends actuellement, ce qui est le plus  
25       litigieux c'est le contenu des conversations. Je...

1 bon, maître Bantey a fait ses représentations, mais  
2 je voulais revenir sur ce point précis, là, quant  
3 au... quant au... à l'argumentaire qui a été fait  
4 par les différents procureurs parce que comme je  
5 plaçais tout à l'heure, ça fait partie de la  
6 publicité des débats judiciaires, des raisons pour  
7 laquelle est-ce que la décision sera prise. Si vous  
8 accueillez l'objection...

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Moi, là, je me pose juste une question sur une  
11 chose.

12 Me GENEVIÈVE GAGNON :

13 Oui.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 J'ai... parce que Maître Bantey vous avez dit que  
16 je ne pouvais pas présumer de l'illégalité des  
17 interceptions et je suis perplexe à ce niveau-là  
18 parce qu'il me semble que quand les conversations  
19 ont été déposées il me semble que le procureur de  
20 la Commission, maître Gallant, il me semble a pris  
21 pour acquis de l'illégalité des... des  
22 conversations.

23 Me MARK BANTEY :

24 Bien, je vous sou mets que si maître Gallant...

25



1 LA PRÉSIDENTE :

2 Il n'y a pas eu de contestation à ce niveau-là.

3 Me MARK BANTEY :

4 Vous dites qu'il aurait dit que ces  
5 enregistrements-là étaient illégaux?

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Bien, il me semble qu'il n'y a pas eu d'opposition  
8 sur le fait que les enregistrements avaient été  
9 obtenus de façon illégale.

10 Me MARK BANTEY :

11 Il n'y a aucune preuve à cet effet-là, Madame la  
12 Présidente.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Je vais vérifier.

15 Me MARK BANTEY :

16 Et on ne peut pas présumer que ces enregistrements  
17 sont illégaux. Et si maître Gallant l'a dit, avec  
18 respect, je le dis qu'il avait tort parce qu'on ne  
19 peut pas présumer à ce stade-ci. C'est justement la  
20 question qui est devant la juge Gibeau.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 O.K.

23 Me GENEVIÈVE GAGNON :

24 Alors, si vous me permettez, donc, moi comme je  
25 vous disais j'étais vraiment quant au débat puis je

1       pense qu'il y a une grande partie du débat qui de  
2       toute manière pourrait être publiée, indépendamment  
3       de votre décision quant à cette partie-là de, de ce  
4       qu'on vous plaide. Quant au fond, quant à la  
5       publication de la question de fond, quant à la  
6       publication de la question de fond, le débat lui-  
7       même est pertinent et d'intérêt public et je vous  
8       soumets qu'il devrait être publié.

9               Je reviens juste sur la question de la vie  
10       privée, là, je partage totalement les  
11       représentations de mon confrère à l'effet que c'est  
12       Sierra Club qui est la décision de principe à cet  
13       égard-là qui s'applique, c'est-à-dire que pour  
14       protéger... en fait, que dans un contexte de débat,  
15       de publicité des débats judiciaires, comme on  
16       l'applique ici, c'est l'intérêt privé seul ne peut  
17       pas guider la décision du tribunal, il faut qu'il y  
18       ait un intérêt public qui soit plus grand que  
19       l'intérêt privé seul.

20              Dans Sierra Club, je vous rappelle,  
21       c'était... en fait, c'était une entente entre le  
22       Gouvernement du Canada et un gouvernement étranger.  
23       Il y avait un litige par rapport à tout ça et là,  
24       on invoquait une confidentialité de certains  
25       documents commerciaux. Et donc, comme c'était des

1 documents commerciaux, on disait : Bien, ça, c'est  
2 de la vie privée, c'est de l'intérêt privé, ça ne  
3 devrait pas faire l'objet d'une protection. Et là,  
4 la Cour Suprême avait dit : « Non, mais attendez,  
5 il y a aussi le fait que le gouvernement a pris un  
6 engagement de confidentialité avec un autre  
7 gouvernement, donc, ça devient un intérêt public »,  
8 mais la Cour Suprême disait : « C'est l'intérêt du  
9 public à la confidentialité qu'on doit protéger et  
10 non pas un intérêt privé pur dans un contexte de  
11 publicité des débats judiciaires ».

12 Et à cet égard-là, d'ailleurs, c'est la  
13 règle qui s'applique sur quand on veut obtenir un  
14 anonymat, par exemple, quand on prend des  
15 procédures judiciaires qui s'appliquent, le fardeau  
16 est très lourd à cet égard-là. Et particulièrement  
17 par rapport au témoignage de monsieur Trépanier, je  
18 suis d'accord avec mon collègue. Le seul fait qu'il  
19 en ait témoigné en soi, c'était pertinent parce que  
20 la Commission s'intéresse au Faubourg Contrecoeur  
21 parce que la Commission... le procureur de la  
22 Commission lui a posé des questions à cet égard-là  
23 et que c'est sa réponse, aux questions qui lui ont  
24 été posées, ça devient pertinent. Ce n'est pas de  
25 la diffamation.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 La seule chose, c'est que cette réponse-là  
3 s'attache à la crédibilité de monsieur Trépanier,  
4 quant à la réponse qu'il a à donner...

5 Me GENEVIÈVE GAGNON :

6 Tout à fait.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 ... et c'est ça.

9 Me GENEVIÈVE GAGNON :

10 Tout à fait, mais c'est d'autant d'intérêt public  
11 que c'est la réponse qu'il a donnée et que son  
12 témoignage, de toute manière, devient  
13 incompréhensible si on enlève cet élément-là. Juste  
14 les réunions de chantier, pourquoi est-ce que c'est  
15 pertinent le mandat que Frank Catania lui aurait  
16 donné, pourquoi c'est pertinent ou pas à huit  
17 heures trente (8h30) le matin, si on n'a pas tout  
18 le contexte, ça devient incompréhensible. Alors,  
19 voilà. Je vous remercie.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 C'est au coeur de sa défense.

22 Me GENEVIÈVE GAGNON :

23 Voilà.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Merci.

1 Me ÉRIC MEUNIER :

2 Si vous me permettez, Madame la Commissaire, un  
3 dernier point. Non seulement j'appuie  
4 l'argumentation de mes confrères maître Bantey et  
5 maître Gagnon, mais j'ajouterais l'élément suivant,  
6 vous êtes présentement saisis d'une requête du DPCP  
7 pour protéger l'impartialité du procès dans le cas  
8 de... visant le témoignage de monsieur Trépanier.  
9 Il n'y a pas de requête de monsieur Catania,  
10 appuyée d'un affidavit qui respecterait les  
11 exigences de Sierra Club quant au fardeau de la  
12 preuve qui revoit à Mentuck. C'est un peu plus  
13 procédurier comme argument, mais quand même, je  
14 désire le souligner.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Vous avez raison.

17 REPRÉSENTATIONS PAR Me JULIE-MAUDE GREFFE :

18 Alors, je serai courte. Ma consœur, maître Gagnon,  
19 a parlé du comportement des journalistes à l'aube  
20 d'un procès. Elle a évoqué et parlé de la règle du  
21 sub judice qui veut éviter, évidemment, un procès  
22 parallèle, alors qu'il y a un procès criminel... un  
23 procès parallèle dans les médias, alors qu'il y a  
24 un procès dans une cour de justice criminelle et du  
25 même souffle, on vous demande aujourd'hui, avec les

1 technologies actuelles, on vous demande de libérer  
2 des éléments de preuve à charge et des éléments de  
3 la défense de monsieur Trépanier qui sont au coeur,  
4 on veut que le public ait accès avant le procès à  
5 ces éléments-là et c'est exactement ça qui vient  
6 porter... en fait, c'est là le risque clair pour  
7 l'équité du procès et l'argument du DPCP, c'est que  
8 ça porte atteinte à l'équité du procès dans ce cas-  
9 ci, d'autant plus qu'en janvier deux mille quatorze  
10 (2014), les travaux de la Commission seront  
11 toujours en cours.

12           Ensuite, évidemment, vous aurez compris que  
13 le DPCP est en désaccord avec le fait que seuls les  
14 aveux revêtent le caractère de percutant et pouvant  
15 frapper l'imaginaire. On ne peut pas dire que les  
16 déclarations disculpatoires de l'accusé, monsieur  
17 Trépanier, sont sans risque pour l'équité du procès  
18 parce qu'on ne sait pas, actuellement, comment va  
19 se comporter monsieur Trépanier à son procès. Ne  
20 pas témoigner, témoigner différemment ou témoigner  
21 dans le même sens qu'il l'a fait maintenant et on  
22 doit prendre cet argument-là en plus dans le  
23 contexte qu'il a des co-accusés.

24           Vous en avez parlé un peu, j'avais déjà  
25 pris des notes, mais ça m'amènera à parler de

1 Bernard Poulin. Quand on prend bien sûr la réponse  
2 évasive seule de monsieur Trépanier à certains  
3 points, effectivement l'impact peut être considéré  
4 comme plus faible. Par contre, quand on le voit  
5 dans l'ensemble de la preuve et avec la question  
6 qu'on lui posait et la question qu'on lui... la  
7 réponse qu'on lui suggérerait dans la question, là  
8 peut avoir un impact, et là je pense à monsieur  
9 Bernard Poulin, notamment les conversations qu'il  
10 avait avec Bernard Poulin.

11 Bien sûr, la réponse seule de monsieur  
12 Trépanier qui dit « bien oui, je l'ai appelé pour  
13 lui dire qu'il aura un contrat dans le cadre du  
14 Faubourg Contrecoeur » - et c'est ça que maître  
15 Gagnon vous plaide - « c'est tout ce qu'il a dit,  
16 ça ne frappe pas l'imaginaire », mais attention, à  
17 la question - et c'est ça que l'analyse et la  
18 diffusion de cette question-là pourrait impliquer  
19 un risque - c'est que cet appel-là démontre qu'on  
20 tente de combler l'écart de douze (12) à quatorze  
21 (14) millions (12-14 M\$) dans l'octroi d'un contrat  
22 à une nouvelle firme.

23 Alors, ce n'est pas simplement la réponse  
24 de monsieur Trépanier dans ce contexte-là, mais  
25 c'est l'ensemble de la preuve, et du témoignage de

1 Trépanier et évidemment des questions de monsieur  
2 Gallant, mais... de maître Gallant, mais aussi avec  
3 les autres témoignages et les autres éléments qui  
4 ont été mis en preuve devant la Commission. Et ça,  
5 je pense, entre autres, aux pages 71 et suivantes  
6 là dans le... dans les notes sténographiques.

7 Et finalement, quant au dernier argument de  
8 ma consoeur, où elle disait que monsieur Trépanier  
9 n'était pas accusé relativement aux chefs 12 et 13.  
10 Alors, même si monsieur Trépanier n'est pas accusé  
11 spécifiquement, il est un coaccusé dans l'ensemble  
12 du dossier. Mais, monsieur Zampino et monsieur  
13 Catania, eux, le sont, donc monsieur Trépanier, en  
14 rendant ce témoignage-là, il est un acteur  
15 important, coaccusé au dossier.

16 Comment on devrait se comporter à ce  
17 moment-là? On libérerait cette portion du  
18 témoignage pour monsieur Trépanier, mais on...  
19 alors on ne pourrait plus le faire pour monsieur  
20 Zampino après qui, vraisemblablement, viendrait  
21 témoigner sur les mêmes faits, alors que, lui, il  
22 est accusé.

23 Alors, encore une fois, mettre l'idée... en  
24 fait, l'idée de l'analyse du témoignage de monsieur  
25 Trépanier et du maintien de la non-publication, en



1           tenant pour acquis qu'il est un coaccusé dans  
2           l'affaire et que d'autres seront entendus par la  
3           suite.

4           LA PRÉSIDENTE :

5           Alors, c'est clos pour ce sujet-là. Maintenant,  
6           Maître Demers. Oui?

7           Me SIMON TREMBLAY :

8           Juste avant, il va falloir prendre la pause parce  
9           qu'on est en non-publication, alors que le débat...

10          LA PRÉSIDENTE :

11          Ah! Oui, vous avez raison.

12          Me SIMON TREMBLAY :

13          ... sur les demandes de statut doit se faire en  
14          publication.

15          LA PRÉSIDENTE :

16          Parfait. Alors, évidemment, je ne rendrai pas de  
17          décision aujourd'hui. Alors, nous prenons une pause  
18          et nous revenons pour mettre en publication votre  
19          demande, Maître Demers.

20          SUSPENSION DE L'AUDIENCE

21

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

Nous, soussignés, ROSA FANIZZI et ODETTE  
GAGNON, sténographes officielles dûment autorisées  
à pratiquer avec la méthode sténotypie certifions  
sous notre serment d'office que les pages ci-dessus  
sont et contiennent la transcription exacte et  
fidèle de la preuve en cette cause, le tout  
conformément à la Loi;

Et nous avons signé :

---

ROSA FANIZZI  
Sténographe officielle

---

ODETTE GAGNON  
Sténographe officielle